

Pourquoi étudier l'histoire (médiévale) au XXI^e siècle ?

Julien Demade

► **To cite this version:**

| Julien Demade. Pourquoi étudier l'histoire (médiévale) au XXI^e siècle ?. 2011. halshs-00688432

HAL Id: halshs-00688432

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00688432>

Preprint submitted on 17 Apr 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Julien Demade
CNRS (Lamop)

**Pourquoi étudier l'histoire (médiévale)
au XXI^e siècle ?**

*Pour Palémon Glorieux,
symptôme d'hier et d'aujourd'hui*

Avertissement

Ce travail est diffusé sous licence Creative Commons BY-NC-ND, les deux dernières restrictions n'étant bien sûr pas absolues : simplement, toute exception devra se faire avec mon accord. Il est garanti sans soutien de l'ANR.

Il a sa source dans le colloque *Por quê estudar a Idade Media nó século XXI ?* organisé en mai 2008 à l'université de São Paulo par Néri de Barros Almeida, Marcelo Candido da Silva et Didier Méhu. La publication à venir des actes de ce colloque, aux Publications de la Sorbonne, comprendra une partie du texte qui suit, sous la forme d'un article intitulé « L'histoire (médiévale) peut-elle exciper d'une utilité intellectuelle qui lui soit spécifique ? », et qui correspond à la deuxième partie du texte ici publié. Celui-ci n'est à comprendre que comme la version préliminaire et partielle d'un travail de plus grande ampleur, qui comprendra une partie supplémentaire consacrée au dépassement de la raison utilitariste. Cette version, qui n'est donc que préliminaire, est vouée à être modifiée grâce aux commentaires et aux critiques qu'elle suscitera.

La bibliographie mentionnée dans ce travail peut être téléchargée sur http://www.zotero.org/groups/publications_de_julien_de_made/items.

Introduction

Poser la question de la question

1) « Pourquoi étudier l'histoire (médiévale) au XXI^e siècle ? » Derrière son apparente neutralité, la question posée implique une approche bien déterminée, qui elle-même en exclut une autre. Pour s'en apercevoir, il n'est pas de meilleur moyen que de se demander quelle autre formulation aurait pu être donnée à la question, et quelles eurent été les conséquences d'une telle tournure alternative. Cette autre formulation aurait pu être « Pourquoi étudie-t-on l'histoire (médiévale) au XXI^e siècle ? », qui au lieu d'appeler une réponse de caractère normatif, relative aux raisons susceptibles de fonder la légitimité d'une telle étude, aurait entraîné une enquête sociologique visant à dégager empiriquement les raisons expliquant l'engagement (personnel et collectif) dans une telle étude. La question, telle que posée ici, appelle donc prescription et non pas constat, prise de position (raisonnée) plutôt qu'observation.

En cela, cette question est elle-même une prise de position, puisqu'elle revient à postuler que notre agir peut être déterminé sur la base de notre réflexion, peut être la conséquence du choix rationnel opéré entre différentes possibilités ; au rebours d'une analyse qui considérerait que nous sommes bien plutôt agis par des déterminations sociologiques, et que cet être-agi n'est jamais aussi sensible que lorsqu'il s'exerce au travers de l'idéologie qui informe notre « réflexion ». Ce qui oppose ces deux approches n'étant pas nécessairement le but qu'elles se proposent mais la manière dont elles cherchent à l'atteindre, puisque la seconde de ces approches ne doit nullement être nécessairement confondue avec un abandon de soi aux déterminations sociologiques qui s'exercent sur nous, mais

peut bien au contraire être comprise comme le moyen absolument nécessaire pour se rendre capable d'identifier ces déterminations afin de mieux pouvoir en contrôler les effets. Tandis que la première approche, pour postuler haut et fort notre autonomie, serait par contre incapable de la réaliser dans la mesure où elle ignorerait le risque que l'exercice de notre « raison » ne soit en fait que la rationalisation a posteriori, le masque idéologique, de logiques sociales dont la nécessité de la reproduction s'impose à nous.

Il me semble que ces deux approches, bien plus qu'opposées, sont nécessairement complémentaires, et que, si à vouloir à tout prix choisir l'une au détriment de l'autre on les condamne toutes deux à l'échec, par contre leur exercice lié est lui susceptible, et est seul susceptible, de nous redonner la maîtrise de notre agir, ou du moins une certaine maîtrise de notre agir. En effet, si l'analyse des déterminations sociologiques qui s'exercent à notre rencontre est le seul moyen pour nous d'éviter d'être agis par l'idéologie qui informe notre pensée (parce que nous devenons par là conscients des fondements sociologiques de certaines de nos idées, c'est-à-dire du fait qu'elles sont non une analyse de ce qui existe mais un simple moyen de le reproduire), par contre en rester à ce simple stade de l'observation, et du détachement de soi par rapport à soi, revient à n'adopter qu'une posture strictement négative, de déconstruction, sans donc se donner la capacité de remplacer l'idéologie que l'on s'est ainsi rendu capable de mettre à bas, par un ensemble rationnel d'idées librement construites. Or déconstruire ne suffit jamais pour mettre véritablement à bas, parce que si l'on ne substitue pas, à ce que l'on désire voir disparaître, un nouvel ensemble, ce que l'on a déconstruit mais pas véritablement détruit réapparaîtra toujours, la nature, et notre esprit plus encore, ayant horreur du vide. Ainsi donc, quelque réticence que puisse avoir, à l'égard de l'exercice pur, normatif, de la réflexion, une pensée formée à l'analyse du

conditionnement social par l'idéologie¹, tant elle sait combien cet exercice n'est souvent qu'une illusion dont l'idéologie tire toute sa force, il n'en reste pas moins qu'il est inévitable de finir par prendre le risque d'un tel exercice, si véritablement l'on veut pouvoir dépasser notre aliénation par l'idéologie – même s'il convient de toujours rester bien conscients que cet exercice risque de nous faire relaps, et idéologues d'autant plus acharnés que nous serons persuadés de ne l'être plus. Mais, si je tenterai donc bien ici de fournir une réponse à une question formulée de façon aussi normative et abstraite, ce n'est pas seulement parce que ce type de questionnement finit toujours par devenir inévitable, mais c'est aussi parce que préalablement je me serai posé la même question, mais de façon cette fois empirico-constatative, afin de me mettre en mesure de contrôler, autant que faire se peut, les biais auxquels est exposée ma réponse abstracto-normative.

2) « Pourquoi étudier le Moyen Âge ? » est une question que tout médiéviste s'est posé avant de rentrer dans la carrière, mais que, une fois socialisé dans cette carrière, il ne se pose généralement plus, moins parce qu'il penserait en connaître la réponse que simplement parce que

1 Et qui s'est notamment particulièrement penchée sur la question de la détermination sociologique des discours historiographiques : J. DEMADE, « The Medieval Countryside in German-language Historiography since the 1930s », dans *The Rural History of Medieval European Societies : Trends and Perspectives*, I. ALFONSO ANTÓN (dir.), Turnhout, Brepols, 2007, p. 173–252 (The medieval countryside, 1) ; J. DEMADE, « El mundo rural medieval en la historiografía en alemán desde 1930. Compromiso político, permanencia de las interpretaciones y dispersión de las innovaciones », dans *La Historia rural de las sociedades medievales europeas : tendencias y perspectivas*, I. ALFONSO ANTON (dir.), València, Universitat de València, 2008, p. 175–246 (Història) ; J. DEMADE, *Produire un fait scientifique. La méthodologie de l'histoire des prix entre structures académiques et enjeux intellectuels (milieu XIXe-milieu XXe siècle)*, à paraître.

la question ne fait plus sens pour lui². Si la réponse rend de ce fait compte de l'entrée dans la carrière, elle n'explique donc par contre en rien l'activité même, parce que celle-ci n'a plus besoin de cette justification pour s'effectuer, parce qu'elle est devenue à elle-même sa propre fin. Il arrive cependant que la question puisse se reposer, parce qu'elle est reposée : reposée à qui, ayant atteint le sommet de la carrière académique dans son champ, se retrouve par là même en contact non pas seulement avec les représentants d'autres champs académiques, mais aussi avec les représentants d'autres champs sociaux³, face auxquels il peut avoir à justifier l'existence de son propre champ académique. Ainsi la question de la justification de l'étude de l'histoire médiévale ne se pose-t-elle au médiéviste qu'au début et au sommet de sa carrière, et est-elle ignorée par le médiéviste normal, ni débutant ni mandarin⁴.

2 On pourrait dire qu'un médiéviste bien socialisé est celui qui ne se pose plus la question.

3 Dans la mesure où, dans notre système social, l'interface entre les champs, académiques et plus largement sociaux, est pour l'essentiel réservée aux personnes qui dominent chaque champ, et qui tirent de ce monopole de l'interface une part importante de leur pouvoir dans leur champ.

4 Ceci du moins en Europe occidentale, où l'étude de l'histoire médiévale reste dotée d'une relative évidence sociale (dont il n'est cependant pas évident qu'elle soit appelée à perdurer : A. Guerreau, « Situation de l'histoire médiévale », *Medievalista online*, 5, 2008, <http://www2.fcsh.unl.pt/iem/medievalista/MEDIEVALISTA5/PDF5/01-Alain-Guerreau.pdf>). Qu'il en aille tout autrement dans ces sociétés nettement, quoique pas radicalement, différentes que sont les sociétés américaines, la preuve en est dans la simple tenue d'un colloque tel que *Por quê estudar a Idade Media no século XXI ?* à l'université de São Paulo en 2008, et dans le fait qu'il ait été organisé par trois médiévistes relativement *junior* (Néri de Barros Almeida, Marcelo Candido da Silva et Didier Méhu). On ne peut qu'être frappé par le contraste entre leur « Pourquoi étudier l'histoire du Moyen Âge au XXIe siècle? » et le *Mediävistik im 21. Jahrhundert : Stand und Perspektiven der internationalen und interdisziplinären Mittelalterforschung* de médiévistes allemands arrivés (H.-W. Goetz, J. Jarnut dir., München, 2003) ainsi que le *Être historien du Moyen Âge au XXIe siècle* (Paris, 2008), de la société des médiévistes français, deux ouvrages qui font

N'étant qu'un médiéviste (relativement) normal, ma seule confrontation avec cette question date donc de mon entrée dans la carrière. Quels furent, alors, les motifs qui m'amènèrent à l'histoire médiévale – pour autant que je sois capable de m'en souvenir, tant j'ai eu tendance à oublier cette question qui pour moi s'est progressivement mise, ayant été à peu près correctement socialisé dans mon milieu professionnel⁵, à ne plus faire sens ? À la base de l'intérêt pour l'histoire, et particulièrement pour l'histoire non contemporaine, il y avait pour moi le désir et le plaisir de la découverte : du fait de sortir de soi, de son monde. Le plaisir de la découverte de la vastitude des espaces et des temps, le plaisir de la découverte du caractère étriqué du monde auquel on a dû s'habituer, le plaisir de se découvrir vivant dans un monde combien plus large que ce que l'on croyait sur la base de son expérience directe, et des discours environnants. Cet attrait n'a cependant rien de spécifique à l'histoire médiévale, ni même à l'histoire non contemporaine, puisque sous d'autres formes il peut aussi bien être satisfait par la géographie, ou par l'anthropologie. C'est le plaisir qu'il y a à découvrir que le monde qui est le nôtre est grand à se perdre. Plaisir de l'Autre, de la prise de distance par rapport à soi – soit pour l'histoire une optique complètement différente de celle qui consiste à s'y rechercher soi-même, c'est-à-dire ses racines.

Quant aux raisons qui m'ont pu pousser à choisir, parmi toutes les disciplines qui ainsi se consacrent à l'altérité socio-culturelle, l'étude de l'histoire de la fin du Moyen Âge, je crains qu'elles ne soient purement circonstanciées, et sans aucun rapport avec une réflexion

identiquement comme si ce n'était pas l'étude de l'histoire médiévale elle-même qui se trouvait aujourd'hui menacée, et comme si donc seules les modalités de l'être-médiéviste pouvaient faire question.

5 À peu près seulement, comme l'indique le simple fait que j'accepte de m'engager dans un débat sur le sens de l'histoire médiévale alors que je n'ai nullement atteint, ni ne suis près d'atteindre, le sommet de la carrière académique.

intellectuelle. Au premier abord, je dirais que mon choix s'origine dans ma fascination pour Fra Angelico – pour cette quiète assomption de la chair, cette lumineuse épiphanie de la matière que représente sa peinture (et qui caractérisent tant d'enlumineurs et de peintres tardo-médiévaux, par contraste avec leurs prédécesseurs comme avec leurs successeurs). Et si je gratte plus profond pour tenter de déterminer ce qui a pu m'amener à cette œuvre en particulier, et par elle à l'histoire de la fin du Moyen Âge, j'y vois deux raisons, sans aucune originalité l'une comme l'autre, et de pure circonstance. La première tient à ce lieu commun de la culture bourgeoise qu'est l'attraction pour l'Italie tardo-médiévale et renaissante, et la seconde vient de ce que je suis d'une région, l'Île-de-France, où les plus marquants des monuments sont les cathédrales gothiques, ce qui par conséquent a tôt attiré mon attention sur cette période. Si, alors, dans l'Italie du touriste d'art, j'ai préféré le versant tardo-médiéval au versant renaissant, ce n'était peut-être que par pur chauvinisme régional, pour sauver « mes » cathédrales, et certainement par reprise d'un schème culturel bien ancré⁶ – à quoi se rajoutait aussi un trait plus personnel, soit mon penchant à la contradiction, qui à la période usuellement la plus révéérée me faisait préférer celle qui lui précédait immédiatement et dont elle était censée nous avoir libéré, et qui plus largement me rendait attirant un médiéval si souvent considéré comme moyen-âgeux. Mais tout ceci est bien sûr, hormis pour moi, parfaitement dépourvu d'intérêt en soi, et si je le raconte pourtant ce n'est que pour aboutir à ceci, qui par contre est intéressant : je ne suis nullement devenu spécialiste de Fra Angelico, ni même plus généralement historien de l'art médiéval, et ai au contraire consacré mes recherches à ce qui, dans le champ historique tel qu'il est structuré aujourd'hui, forme l'opposé même de l'histoire de l'art, soit l'histoire de ce que l'on appelle l'économie (et par surcroît

6 Que l'on trouve par exemple parfaitement articulé chez Proust.

mon champ d'investigation est l'Allemagne, soit là aussi, dans l'imaginaire, l'opposé lourd et froid d'une Italie ensoleillée et mutine). C'est qu'en effet mon projet intellectuel n'était nullement défini par une période, mais par une visée (matérialiste historique), qui ne faisait que rendre nécessaire le choix d'une période de spécialisation, choix en lui-même contingent, et qui pouvait donc être laissé au gré des déterminations socio-culturelles, confortées en l'occurrence par des déterminations pratiques⁷. À reformuler concrètement et subjectivement la question initialement posée, à passer donc du « Pourquoi étudier l'histoire du Moyen Âge ? » au « Pourquoi suis-je devenu médiéviste ? », on ne fait donc que s'engager dans une impasse (puisque les raisons n'apparaissent plus que parfaitement contingentes, ou plutôt d'une détermination qui n'a rien d'intellectuel, qui est une explication mais en aucun cas une justification), mais qui est peut-être la vérité de la question.

En effet, au delà de mon cas personnel, cela même qui forme la base initiale de l'intérêt pour les disciplines de l'altérité, dont l'histoire, nécessairement disparaît chez qui transforme cet intérêt initial en profession, c'est-à-dire en spécialisation, puisque celle-ci n'amène qu'à ajouter un nouveau monde étriqué, que nous étudions, à celui dans lequel nous vivons – car certes être spécialiste de, par exemple, la société rurale en Moyenne-Franconie à la fin du Moyen Âge, n'élargit que fort modérément nos horizons... Mais plus profondément encore c'est le plaisir des grands espaces qui disparaît, parce qu'à connaître désormais bien l'une, toute petite, de leurs composantes, l'on sait dorénavant combien les cartes que l'on nous propose

7 Je suis entré dans la carrière à un moment, la fin des années 1990, où les postes de médiévistes à pourvoir étaient aussi nombreux qu'ils sont devenus rares aujourd'hui, et où les bons candidats étaient aussi rares qu'ils sont devenus nombreux : à un moment, donc, où choisir le Moyen Âge, par opposition notamment à l'époque contemporaine, semblait la voie d'un avenir professionnel assuré.

usuellement de ces espaces n'ont que peu de rapport avec la réalité, et beaucoup avec notre seul imaginaire social. Inversement, à la familiarité plaisante qui est celle de notre univers quotidien, vient s'ajouter le plaisir lié à celle que finit par dégager pour nous cet autre « monde quotidien » qu'est celui auquel, jour après jour, nous consacrons notre recherche, et qui, à force que nous le fréquentions, finit par informer notre perception, et la déformer jusqu'à ne lui plus faire trouver de plaisir que dans ces formes auxquelles elle s'est conformé et où elle se reconnaît.

Quand bien même donc d'autres historiens médiévistes, ou les autres historiens médiévistes, auraient pu avoir, au choix de leur période de spécialisation, de moins contingentes et intellectuellement plus convaincantes raisons que moi-même, il est douteux que ces raisons initiales aient pu survivre à cette transformation sociale fondamentale de leur rapport à leur période de prédilection, que représente la professionnalisation de leur activité. Mais ce n'est pas seulement que, en remplaçant la question générale « Pourquoi étudier le Moyen Âge ? » par sa spécification concrète, subjective, et ne portant que sur un moment bien précis, qu'est la question « Pourquoi me suis-je mis à étudier le Moyen Âge ? », on n'aboutisse à aucune réponse pertinente à la question générale, c'est-à-dire à aucune réponse capable de rendre compte de la poursuite de l'activité au delà de ses motivations initiales : c'est plus profondément que la professionnalisation fait disparaître le sens même de la question générale. Ainsi le détour ego-historique n'est-il d'aucun intérêt dans la mesure où il ressort de ce que Pierre Bourdieu dénonçait comme « l'illusion biographique », soit l'idée selon laquelle toute vie se déroule « depuis un commencement, une origine, au double sens de point de départ, de début, mais aussi de principe, de raison d'être, de cause première, jusqu'à son terme, qui est aussi un but, un accomplissement »⁸. Car si

8 P. BOURDIEU, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 62-63, 1986, p. 69-72

chaque individu suit bien une trajectoire sociale, non seulement celle-ci n'est pas déterminée par son libre-arbitre, mais par ailleurs les positions qu'elle relie lui imposent chacune la logique (relationnelle) qui lui est propre. C'est dire qu'un effet similaire (par exemple [vouloir] étudier l'histoire du Moyen Âge) peut avoir, en fonction de la position occupée par un même individu au fil de son existence, des causes fortement distinctes ; c'est dire, surtout, qu'un même effet rend nécessaire, pour être produit ou reproduit, des conditions très différentes, dans la mesure où production et reproduction renvoient à des moments bien distincts d'une trajectoire, et donc à des positions différentes.

La question « pourquoi étudier le Moyen Âge ? » n'a donc pour un médiéviste rien de naturel. Les médiévistes qui posent la question ne le feraient-ils donc non pas parce qu'ils *se* posent eux-mêmes la question, mais parce que la question *leur* est posée ? On voit alors que l'on aboutit à une reformulation du problème aussi éloignée de la question abstraite initiale que de la question subjective en laquelle elle est souvent retraduite⁹, une reformulation en termes sociaux que l'on pourrait résumer ainsi : Quelles sont les conditions sociales de possibilité pour qu'une activité, ses représentants, puissent s'interroger sur leur propre justification ? Quelles sont les conditions qui rendent une telle question non pas seulement possible mais obligatoire, et que signifient ces deux régimes quant à la position sociale de cette activité ?

9 Sur le succès phénoménal de l'ego-histoire dans l'historiographie française, cf. le fait qu'elle est devenue une partie obligatoire de tout dossier d'habilitation à diriger des recherches.

Première partie

Les raisons d'une interrogation, ou : de la délégitimation contemporaine de l'étude (de l'histoire [médiévale])

1) Pourquoi une discipline intellectuelle se pose-t-elle la question de sa légitimité ?

La capacité, pour une discipline, à se poser, ou à ne pas se poser, la question du « pourquoi » de son existence, n'a pas de valeur en soi, mais une valeur inversement proportionnelle à la capacité du monde environnant à poser, ou non, à cette discipline, cette question. Une discipline sera ainsi forte si elle est capable de se poser la question de sa légitimité alors que personne ne la questionne, mais aussi bien si elle est en mesure de refuser cette question lorsque celle-ci lui est adressée de l'extérieur ; ce qui revient à dire qu'une discipline est forte lorsqu'elle est capable de conserver son autonomie scientifique, et qu'elle fonctionne bien lorsqu'elle est capable de remettre en cause son fonctionnement mais pas son existence.

Il ne paraît toutefois pas possible de s'arrêter ainsi à une analyse de la pertinence en soi de la question, dans la mesure où l'on peut douter qu'une organisation sociale (et c'est bien ce dont il s'agit avec une discipline scientifique) puisse jamais se poser réellement la question du sens, c'est-à-dire autrement que de façon instrumentale. Il convient donc plutôt de se demander quelles peuvent être les raisons socio-logiques susceptibles concrètement d'amener une discipline à se poser, à se laisser poser et à poser la question de sa légitimité.

Pour passer donc du jugement de valeur au constat, deux contextes opposés amènent une discipline à se poser (de façon instrumentale) la question de sa justification. D'une part, un contexte où la discipline voit sa légitimité remise en question depuis l'extérieur, se retrouve sommée de se justifier ; cette question imposée de l'extérieur n'est reprise qu'afin, en essayant de lui trouver une réponse convaincante (pour cet extérieur plus que pour soi), de ne pas perdre du terrain. D'autre part et inversement, un contexte où la discipline, en expansion, cherche d'elle-même des raisons permettant de justifier son développement au détriment d'autres disciplines, ses visées impérialistes. Ces deux situations renvoient non pas à une puissance différentielle de la discipline, sa faiblesse ou sa force, mais à sa dynamique différentielle, sa régression ou sa croissance ; question donc non pas d'état mais de tendance. Ainsi une discipline très jeune, encore faiblement développée, quasiment pas institutionnalisée, va-t-elle avoir à l'égard d'elle-même un discours de la méthode très développé, afin de consolider les positions que progressivement elle gagne (voir par exemple la sociologie dans son moment durkheimien) ; inversement, une discipline établie de longue date, puissante, mais faisant face à la concurrence de disciplines plus jeunes et plus dynamiques, est amenée à développer un discours auto-justificateur (ainsi peut-on rendre compte de l'abondance récente des ouvrages réflexifs sur l'histoire par le défi que représente pour celle-ci, au sein de sciences sociales qu'elle dominait, la montée des disciplines de contrôle du social – gestion, sciences de l'information, sciences de l'éducation, etc.).

Pourquoi, dans l'Europe du début du XXI^e siècle, les historiens (médiévistes) sont-ils amenés à se poser la question de la justification de leur activité ?

2) *Pourquoi la question de sa légitimité est-elle aujourd'hui posée à l'étude (de l'histoire [médiévale]) ?*

a) La perte de l'utilité idéologique

L'étude de l'histoire avait une évidence, était une activité dont la justification était transparente à elle-même (ce qui veut aussi bien dire : inconsciente, et donc invisible), dans des sociétés structurées idéologiquement autour de l'État national, dans la mesure où la figure de l'État, et plus encore celle de la nation, se fondaient dans le passé, et dans le passé le plus lointain possible, qui leur donnait leur légitimité. Il est à cet égard révélateur qu'au moment de la fondation de l'histoire comme discipline universitaire moderne, soit dans le cas français au début de la III^e république, la plupart des historiens d'une part aient été des médiévistes¹⁰, et d'autre part aient travaillé sur la France. Or la figure idéologique centrale de notre société n'est plus l'État national mais l'entreprise transnationale¹¹,

10 Parmi les titulaires d'une chaire d'histoire en France en 1900, 21 ont soutenu une thèse en histoire médiévale, 10 en histoire moderne, et 8 en histoire ancienne (C.-O. CARBONELL, « Les professeurs d'histoire de l'enseignement supérieur en France au début du XX^e siècle », dans *Au berceau des Annales : le milieu strasbourgeois ; l'histoire en France au début du XX^e siècle. Actes du Colloque de Strasbourg, 11-13 octobre 1979, organisé par l'Université de Strasbourg et le groupe d'études historiographiques*, C.-O. CARBONELL et G. LIVET (dir.), Toulouse, Presses de l'Institut d'études politiques de Toulouse, 1983, p. 89-104). Comme on le voit, aucun n'a fait sa thèse en histoire contemporaine, parce que c'est elle dont la justification faisait alors problème en raison de sa dimension directement politique – cf. antérieurement un Thiers ou un Guizot – c'est-à-dire en raison du fait qu'elle apparaissait comme un ferment de division et non d'unité (nationales).

11 Signe de l'efficacité extrême désormais atteinte par le système capitaliste, puisque la structure qui assure la reproduction (idéologique) est devenue identique à la structure à reproduire (à reproduire en tant qu'elle assure la domination concrète), ce qui

figure idéologique nouvelle qui ne se structure elle plus autour de son rapport au temps¹², mais au contraire autour de son rapport à l'intemporel¹³. L'idéologie, c'est-à-dire l'évidence socialement construite, ne trouve plus son fondement dans l'ancienneté, mais dans un utilitarisme valant de toute éternité, naturellement, par la simple force de sa logique.

Si cette perte d'utilité idéologique est générale à l'histoire, il n'en reste pas moins qu'elle est particulièrement forte en ce qui concerne l'histoire médiévale. Ceci, d'une part, puisqu'antérieurement l'histoire médiévale était la discipline historique dominante parce qu'elle assurait la fonction idéologique principale (la geste des origines de l'État-nation); comme les pays occidentaux où le nationalisme reste le plus fort (c'est-à-dire les pays américains) sont précisément ceux qui n'ont pas d'histoire médiévale propre, et où donc l'histoire médiévale ne peut remplir son rôle idéologique classique, le déclin de l'histoire médiévale se trouve accéléré par la

interdit la possibilité de contradictions entre les deux.

12 Il est donc faux de dire, comme Hartog, que nous nous situerions dans une société présentiste, dans la mesure où cela revient simplement à inverser la figure temporelle mise en avant antérieurement; en effet, c'est de façon plus essentielle le rapport au temps qui est devenu dépourvu de signification. Ce que ne voit pas Hartog parce qu'il ne s'intéresse qu'aux usages de l'histoire, ce qui lui interdit de voir le changement du statut même de l'histoire en tant qu'idéologie. La question n'est pas seulement celle des transformations qui affectent le fonctionnement de l'histoire en tant qu'idéologie (c'est-à-dire les périodes sur lesquelles elle s'appuie pour ce faire, et la nature du rapport, mémoriel ou non, qu'elle entretient avec ces périodes), mais aussi et en fait surtout celles des transformations qui affectent le fonctionnement de l'idéologie, et la place (déclinante) qu'y tient l'histoire.

13 L'évolution de la discipline qu'est l'économie, de ses origines fortement historiographiques (par exemple chez un Adam Smith, sans même parler ensuite du statut dominant qu'acquiert dans la seconde moitié du XIXe siècle la *historische Schule*) à son intérêt actuel pour la biologie cognitive, est à cet égard très révélatrice d'évolutions beaucoup plus générales (rappelons l'importance essentielle, au XIXe siècle, du courant historiciste).

rapidité différentielle de la disparition du nationalisme en fonction des sous-ensembles du monde occidental. D'autre part, ce qui reste à l'histoire de fonction idéologique s'est largement déporté vers l'histoire contemporaine¹⁴ – ce qui ne signifie bien sûr pas que l'histoire médiévale ait perdu toute fonction idéologique¹⁵, mais que celle-ci devient toujours plus évanescence.

Plus généralement toutefois, au delà du cas paradigmatique de la fonction idéologique directe centrale de la seule histoire (particulièrement médiévale), c'est à la fin de la fonction idéologique indirecte centrale des activités intellectuelles en général que l'on assiste. En effet, si ces dernières servaient à signifier symboliquement la collectivité et sa valeur, aussi bien que la valeur individuelle¹⁶, ces fonctions sont aujourd'hui assurées par de tout autres vecteurs sociaux : désormais, c'est le sport professionnel qui symbolise le collectif, tandis que les *people* (dont font partie notamment les sportifs, mais dont les intellectuels sont exclus¹⁷) incarnent l'excellence individuelle. Dans l'échelle des révérences et des honneurs Zinedine Zidane et Johnny Halliday ont remplacé Pasteur et Hugo, et là où hier un régime construisait une université-monument pour signifier sa valeur (ainsi de la Sorbonne

14 Il n'en est de meilleure preuve que l'évolution des programmes scolaires – si l'on veut bien admettre que ceux-ci sont par nature idéologiques –, qui font une part toujours plus essentielle à l'histoire (ultra-)contemporaine.

15 Cf. par exemple la controverse récente autour du livre de S. GOUGUENHEIM, *Aristote au Mont-Saint-Michel : les racines grecques de l'Europe chrétienne*, Paris, Le Seuil, 2008 (L'Univers historique), ainsi qu'un peu plus anciennement l'extraordinaire battage autour du 1500e (putatif) anniversaire du baptême de Clovis.

16 La première permettant de masquer les contradictions internes, tandis que la seconde permettait de justifier la domination.

17 Plus exactement, les seuls intellectuels à appartenir à ce groupe le font soit au prix de leur appartenance à leur milieu d'origine (seuls les non-philosophes font à un Bernard-Henri Lévy la grâce de le considérer comme tel), soit en raison d'activités autres (ainsi un Claude Allègre n'est-il pas reconnu en tant que scientifique mais en tant qu'homme politique et folliculaire).

pour la III^e république, mais on peut aussi penser à Vienne, sans parler même de Strasbourg¹⁸), aujourd'hui il se bâtit un stade-monument (cf. Pékin)¹⁹ – l'initiative de ce retournement, qui mit un temps certain à se diffuser et dont les pleins effets ne se font sentir qu'aujourd'hui, ayant été prise par les fascismes de l'entre-deux-guerres²⁰.

La perte d'utilité idéologique des activités intellectuelles en général et de l'histoire (médiévale) en particulier est d'autant plus grave qu'elle s'inscrit dans un contexte où par ailleurs la valeur justificatrice de l'utilité idéologique a considérablement décliné au profit d'un autre type d'utilité, l'utilité économique (la valeur idéologique étant elle-même désormais largement indexée sur la valeur

18 Dans cette ville qui n'était rien moins qu'un enjeu essentiel de la politique internationale à la Belle Époque, c'est tout l'urbanisme qui fut alors ordonné par les Hohenzollern autour d'un *palais universitaire* qui faisait pendant à rien moins qu'au palais impérial, constitués de part et d'autre d'un axe monumental comme les deux éléments symboliques essentiels, l'un politique et l'autre intellectuel, de la prise de possession du territoire retrouvé.

19 On pourrait certes objecter que, par exemple, en France, Nicolas Sarkozy a lancé le projet d'un musée de l'histoire de France – or la forme-musée correspond à un rapport particulièrement idéologique à l'histoire, dans la mesure où elle impose une, et une seule, vision de celle-ci, et parce que par ailleurs elle construit et proclame automatiquement la valeur de ce qu'elle muséifie. Mais justement : il n'est prévu d'y consacrer qu'une quinzaine de millions d'euros, là où par comparaison les organisateurs des jeux olympiques de Londres de 2012 prévoient eux un budget d'une dizaine de milliards de livres (voir respectivement <http://www.la-croix.com/article/index.jsp?docId=2362419&rubId=4077> et http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/6453575.stm). Comment mieux signifier l'ordre des importances relatives que par cette différence d'un à mille ?

20 Avec le *Stadio Benito Mussolini* de Turin (1933) et, plus significatifs encore, le *Reichssportfeld* de Berlin (1936) et le *Deutsches Stadion* de Nuremberg (commencé en 1937, jamais terminé), dans la mesure où tous deux étaient directement liés à des espaces proprement politiques (le *Maifeld*, lieu des défilés, à Berlin, et l'ensemble du *Reichsparteitagsgelände* à Nuremberg), et représentaient l'une des composantes de l'axe urbanistique qui devait structurer chacune des deux villes.

économique – un grand club est celui qui gagne beaucoup d'argent, un grand artiste est celui qui fait le plus de recettes, une grande université est celle dont l'*endowment* est le plus riche et dont les anciens élèves sont les mieux payés, etc.). En effet, le capitalisme avancé est parvenu à faire coïncider ses valeurs idéologiques avec la valeur, monétaire, qui est au cœur de son fonctionnement concret – coïncidence qui est un signe et un moyen de l'efficience atteinte par un système mature, et qui rend beaucoup plus difficile de jouer sur des contradictions internes au système entre ses différentes sphères, soit cela même qui était au fondement de l'autonomie, certes relative, des intellectuels. Pour l'histoire médiévale (comme pour n'importe quelle autre discipline inutile économiquement), cette maturité du système signifie une contradiction avec le système, puisque celui-ci n'a plus vraiment besoin de ces disciplines pour assurer sa reproduction. Alors qu'il ne faisait antérieurement que les *utiliser* idéologiquement en faveur de sa logique propre, désormais donc il prétend les *soumettre directement* à sa logique propre, c'est-à-dire ne les laisser subsister que dans la mesure stricte où elles répondent à une demande solvable de formation et/ou de consommation culturelles (marchandisation du savoir). Or précisément la perte de fonction idéologique de l'histoire (médiévale) provoque la baisse de cette demande solvable. En effet, d'une part elle a pour conséquence que l'histoire (médiévale) cesse d'être l'enjeu de débats intellectuels majeurs, ce qui détourne d'elle le grand public cultivé, et avec lui la consommation culturelle. D'autre part, la perte de fonction idéologique de l'histoire (médiévale) entraîne une baisse de l'effort éducatif de l'État, l'histoire (médiévale) n'étant plus au centre de son dispositif d'acculturation idéologique, réduction de l'effort éducatif qui provoque une diminution des recrutements d'enseignants du secondaire, ce qui tarit le principal débouché des étudiants et de ce fait génère une crise de leur recrutement.

b) Le divorce d'avec le cursus dominant

Cette baisse des effectifs étudiants, qui logiquement s'est d'abord, et avec le plus d'ampleur, produite dans celles des disciplines inutiles qui n'avaient de fonction idéologique qu'indirecte²¹, avant de gagner désormais également celles qui assumaient un rôle idéologique direct, dont tout particulièrement l'histoire (médiévale). Mais si une telle évolution provoque, et provoque seule, l'alarme des milieux universitaires concernés, dans la mesure où, les effectifs enseignants étant corrélés aux effectifs étudiants, c'est la reproduction même de ces milieux qui est en jeu²², il serait cependant erroné d'y voir le symptôme décisif de la délégitimation de l'histoire (médiévale) (comme des autres disciplines inutiles). Car en effet, à observer les effectifs étudiants (et par voie de conséquence enseignants), si l'on cesse de borner son regard aux toutes dernières années, ce qui frappe est bien plutôt leur extraordinaire augmentation²³ ; par conséquent, si l'on voulait vraiment voir dans ces effectifs l'exact indicateur de la valeur accordée par la société à ces disciplines, force serait d'admettre que, jusqu'il y a peu, cette considération avait crû sans relâche, jusqu'à atteindre à la fin du XXe siècle

21 Pour ces disciplines, cf. B. CONVERT, *Les impasses de la démocratisation scolaire : sur une prétendue crise des vocations scientifiques*, Paris, Raisons d'agir, 2006.

22 Il n'est, pour s'en convaincre, besoin que de regarder vers l'Allemagne, où les mesures ont été plus précoces et plus drastiques que (pour l'instant...) en France.

23 Alors qu'en 1952 on comptait, dans les facultés de lettres et de sciences de France, 1.715 enseignants, ils étaient en 2005 au nombre de 37.959. Quant à la section du CNU couvrant l'histoire médiévale (la 21), les effectifs des personnels qui en relèvent sont passés, entre 1986 et 2005, de 398 à 724. Cf. C. SOULIE et B. LE GALL, « Massification, professionnalisation, et réforme du gouvernement des universités : une actualisation du conflit des facultés en France », dans *Les ravages de la « modernisation » universitaire en Europe*, C. SOULIE et C. CHARLE (dir.), Paris, Syllepse, 2007, p. 173–208 (La Politique au scalpel), en l'occurrence tableaux 1, 2 et 4.

des degrés impensables un siècle plus tôt, et par rapport à quoi la baisse récente des effectifs ne représenterait qu'une correction d'ordre très secondaire.

Mais c'est qu'aussi bien l'indicateur fondamental n'est nullement l'évolution quantitative du recrutement, mais son évolution qualitative²⁴, qui est elle marquée par une évolution et une chronologie toutes différentes, puisque la régression y est aussi précoce qu'importante. Pour faire mieux sentir l'ampleur des mouvements qui ont affecté les choix de cursus des étudiants issus de l'élite, et appelés à la reproduire, rien ne vaut de considérer un exemple : celui d'HEC. Fondée à la fin du XIXe siècle en tant que médiocre école pour fils à papa incapables de passer le bac (d'où l'absence initiale de concours d'entrée), cette institution est devenue aujourd'hui rien moins que l'établissement d'enseignement supérieur français qui place le plus grand nombre d'anciens élèves parmi les dirigeants des 500 plus grandes entreprises mondiales²⁵ ; dans cette trajectoire passant d'un extrême à l'autre, le point de rupture peut être commodément identifié avec l'installation sur le campus de Jouy-en-Josas, en 1964, sous le haut patronage de De Gaulle lui-même. Encore faut-il être bien conscient que c'est certainement dans le cas français, où dès le XIXe siècle les écoles d'ingénieurs ont joué un rôle important dans la production de l'élite (même si ce rôle restait pleinement partagé avec les universités), que la translation du cursus de l'élite des disciplines fondamentales vers les disciplines appliquées a été la moins brutale. Si l'on déplace, au contraire, l'observation vers l'Angleterre oxbridgienne ou l'Allemagne de la *Bildung*,

24 Étant entendu qu'il s'agit non de la qualité en soi des étudiants (ou des enseignants), mais de leur qualité sociale, caractérisée par le positionnement et de leurs origines (pré-études) et de leur devenir (post-études) dans le champ social.

25 Mines ParisTech, « Classement international professionnel des établissements d'enseignement supérieur 2008 », p. 22 (<http://www.mines-paristech.fr/Actualites/PR/Archives/2008/defclassementEMP.pdf>).

dont l'enseignement supérieur était socialement caractérisé par le fossé entre d'une part les universités anciennes, prestigieuses et (ou plutôt : parce que) consacrées uniquement aux disciplines fondamentales, et d'autre part les universités nouvelles (*red brick universities, technische Universitäten*), médiocres et (ou plutôt : parce que) cantonnées aux disciplines appliquées²⁶, alors la radicalité du changement qui a eu lieu ne peut faire de doute – changement dont l'absence de différenciation, aujourd'hui, entre les deux types d'universités, voire le renversement de leur hiérarchie, est la preuve²⁷. Le problème – qui dépasse de beaucoup la seule histoire (médiévale) – devient alors de savoir pour quelles raisons il était hier considéré comme nécessaire d'inclure dans la formation des élites, pour une part essentielle, des disciplines inutiles, ainsi que de se demander, corrélativement, quelles évolutions, dans la structuration de la classe dominante ainsi que dans celle de l'économie, ont pu avoir pour conséquence de faire disparaître ce besoin au profit de l'exclusivité des formations appliquées (typiquement, le droit ou la gestion)²⁸.

En tout état de cause, est irrecevable une réponse qui verrait, dans ce qui n'est qu'une transformation

26 Pour une amorce de comparaison, surtout en termes d'histoire des idées, entre l'enseignement supérieur en Allemagne et en France dans les années 1850-1950 : F. K. RINGER, *Fields of Knowledge : French Academic Culture in Comparative Perspective, 1890-1920*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

27 Ainsi trouve-t-on aujourd'hui au sein du *Russell Group*, qui rassemble les meilleures universités britanniques, aussi bien Oxford et Cambridge que les six *red brick universities* originelles. Quant à l'Allemagne, parmi les trois premières universités à bénéficier du label d'*Eliteuniversität*, créé en 2006, deux étaient des *technische Universitäten*, tandis qu'étaient laissés de côté ces hauts lieux de l'université allemande classique qu'étaient Heidelberg, Göttingen et Berlin.

28 Et l'on voit que le médiéviste que je suis est nécessairement mal armé pour répondre à de telles interrogations, qui requièrent plutôt un historien et un sociologue du contemporain, spécialisés dans l'éducation.

sociologique, un déclin – une réponse qui, donc, présupposerait que l'évolution a été guidée non par des contraintes sociologiques mais par des valeurs, ou plutôt par la perte de respect pour ces dernières (soit en l'occurrence la valeur du savoir en soi, gratuit, inutile). Mais ce n'est là qu'un mythe, celui d'un âge d'or antérieur, pré-globalisation, d'un capitalisme national traditionnel bénéfique, par opposition à son incarnation actuelle, qui n'en serait que la déviance, la transformation tératologique²⁹. Un mythe, en l'occurrence, parce que l'on ne peut supposer que, si le cursus classique de l'élite faisait une telle place à des disciplines aussi fondamentales que, pratiquement, inutiles, ce fut par reconnaissance de la valeur de leur inutilité même, mais bien (au delà des discours qui pouvaient être tenus) parce que la maîtrise de ces connaissances fondamentales servait à quelque chose : parce que, finalement, l'inutilité n'en était pas une. La question devient donc de savoir quelle pouvait bien être l'utilité de l'inutilité (ce qui est tout différent de la reconnaissance de la valeur de l'inutilité, puisqu'il ne s'agit en fait, en dernière instance, que d'une reconnaissance de la valeur de l'utilité), du moins pour la formation de l'élite, et pour quelles raisons cette utilité de l'inutilité a aujourd'hui disparu (pour la formation de l'élite comme pour celle des autres groupes sociaux, d'ailleurs).

De cette disparition, l'explication pourrait sembler résider dans les conséquences de l'approfondissement de la division du travail qui, après avoir touché les dominés

29 Et il n'est besoin, pour s'en apercevoir, que de constater les apories dans lesquelles nous plongerait une telle argumentation. En effet, si l'on voulait voir dans le rôle plus grand joué par les disciplines fondamentales dans l'Angleterre ou l'Allemagne de 1900, par rapport à la France, un point positif, il serait impossible de ne pas en faire de même avec les structures sociales nettement plus inégalitaires et endogames, et les structures politiques nettement moins démocratiques, qui caractérisaient aussi bien l'Angleterre et l'Allemagne par opposition à la France, et dont le lien avec les structures de l'enseignement supérieur apparaît impossible à dénier.

(OST), a gagné les dominants, désormais spécialisés dans des activités de domination nettement séparées (services financiers, *marketing*, ressources humaines, etc.), là où avant ne s'opposait essentiellement que la production (les ingénieurs) à tout le reste, ceci en raison de la croissance de la taille des entreprises provoquée par ce processus de concentration caractéristique de la dynamique du mode de production capitaliste – soit le fait que les transnationales sont devenues la figure par excellence de l'entreprise. Parce qu'ainsi, fors la direction de la production, les activités de domination étaient généralistes, il est logique qu'y ait correspondu une formation elle aussi généraliste. L'explication ne fait toutefois que déplacer le problème, puisqu'il n'y avait rien d'évident à ce que cette formation généraliste portât sur des domaines sans lien aucun avec la direction d'entreprise, plutôt que de donner un aperçu des différentes activités (autres que le contrôle technique de la production) caractéristiques de celle-ci – ce qui sera d'ailleurs la voie empruntée par cette nouvelle formation appelée à un si grand avenir dans le cursus des élites, le *Master of Business Administration*. Il paraît donc plus pertinent de se tourner, en quête d'une explication quant aux raisons de la transformation de ce cursus, vers cette mutation, essentielle, du capitalisme, mutation elle aussi entraînée par la croissance de la taille des entreprises³⁰, et qui a consisté en le remplacement, dans leur direction, des propriétaires capitalistes par des *managers* salariés. En effet, parce que le propriétaire capitaliste assumait une fonction sociale générale de domination, qui ne se limitait nullement à la direction de son entreprise mais s'étendait potentiellement à l'ensemble des champs sociaux³¹, les

30 Entre autres choses parce que celle-ci s'est accompagnée d'une dilution du capital.

31 Et tout particulièrement à la politique – on pensera par exemple à un François de Wendel qui, outre la direction du conglomerat minier et sidérurgique familial, fut député puis sénateur pendant plus de trente ans (des phénomènes identiques se retrouvent aussi bien chez les Schneider). Le mécénat est également un champ essentiel (on

compétences spécifiques à la direction d'une entreprise ne représentaient qu'une partie, parmi bien d'autres, des compétences de lui requises ; celles-ci étant ainsi trop diverses pour pouvoir être couvertes par quelque formation pratique que ce soit, la seule solution était de recourir à une formation fondamentale, ne procurant certes aucune compétence spécifique, mais garantissant des capacités génériques³². Les *managers* au contraire ont construit leur légitimité non seulement sur le fait qu'ils ne s'occupaient que de problèmes entrepreneuriaux, la croissance des entreprises ne laissant plus de temps pour des activités annexes dans d'autres champs³³, mais aussi et surtout sur la compétence spécifique académiquement attestée qu'ils avaient à diriger l'entreprise. La transformation du cursus de l'élite renvoie donc à la transformation de l'élite elle-même, et a été, dans le cadre des luttes internes qui ont abouti au renversement des fractions dominantes et dominées, un moyen essentiel de ces luttes elles-mêmes.

Il s'en faut pour autant que la question initialement posée soit réellement résolue. En effet, si l'on comprend bien pourquoi les *managers* insistaient sur leur compétence spécifique, rapidement renforcée par sa validation académique, dans la mesure où c'était là, dans le champ tel qu'il était structuré, la seule possibilité qui leur était laissée par la façon, généraliste, dont les propriétaires capitalistes assumaient leur fonction, il n'en reste pas moins à rendre compte de ce que cette stratégie ait pu être gagnante. Le

pensera par exemple à la branche française des Rothschild).

32 Une autre solution était également possible, qui fut adoptée par exemple par le patronat textile du nord de la France, et qui consistait en l'absence de toute formation intellectuelle, au profit d'une formation « sur le tas » dès le plus jeune âge ; au contraire, dans le patronat sidérurgique de l'est de la France la formation intellectuelle, appliquée (notamment par le biais de l'École des Mines) ou non, jouait un rôle bien plus important.

33 Non, bien sûr, que le pouvoir capitaliste s'en soit retiré, mais parce que, plus encore qu'auparavant, il s'est mis à y agir par le biais de *proxies*, dans le cadre, là aussi, d'une division du travail – ainsi par exemple de la banque Rothschild avec Georges Pompidou.

problème est d'autant moins aisé à résoudre que, si la fraction dominante de la classe dominante optait si volontiers pour des formations fondamentales et non des formations appliquées, la raison n'en était pas ancrée seulement dans les structures économiques (c'est-à-dire dans la taille limitée des entreprises, permettant l'investissement dans d'autres champs sociaux que le seul champ économique) mais aussi bien dans les mécanismes de contrôle de la reproduction de l'élite. En effet, parce qu'entre la seconde moitié du XIXe siècle et la première moitié du XXe siècle études supérieures et appartenance à la classe dominante étaient deux phénomènes largement coïncidents, parce que donc les études supérieures n'étaient pas seulement, comme aujourd'hui, une condition nécessaire d'appartenance à la classe dominante, mais bien une condition nécessaire et suffisante, non seulement, puisque les études avaient donc une fonction d'agrégation sociale, c'est-à-dire une fonction avant tout sociale, elles pouvaient être fondamentales, puisque leur fonction n'était pas économique (c'est-à-dire d'acquisition de compétences utiles), mais surtout le caractère inutile même de ces études permettait de les réserver à l'élite, et ainsi de contrôler l'accès à celle-ci (ou plutôt l'accès à la fraction dominante de la classe dominante³⁴), d'en faire une simple reproduction à l'identique. En effet, les personnes en voie d'ascension sociale avaient plutôt tendance à s'orienter vers des formations pratiques, leur permettant d'accéder à une profession, parce que les formations fondamentales ne permettaient elles d'obtenir un emploi que grâce, par surcroît, à un réseau de relations. Les formations fondamentales, par les compétences génériques qu'elles apportaient, n'étaient donc pas seulement bien adaptées à un exercice du pouvoir encore peu différencié : elles permettaient par ailleurs de verrouiller l'accès à ce

34 L'accès à la fraction dominée de la classe dominante se faisant lui par le biais des études appliquées.

pouvoir³⁵. On conçoit alors combien la stratégie managériale d'agrégation à la fraction dominante du groupe dominant par mise en avant de sa formation appliquée, n'était en rien vouée au succès puisque, si elle mettait en avant des compétences spécifiques désormais effectivement mieux ajustées à l'évolution de la taille, et donc de la complexité, des entreprises, par contre elle rendait plus difficile une reproduction de l'élite par le biais de la formation supérieure dans la mesure où les formations appliquées ne permettaient pas de ségréger économiquement les nouveaux entrants. Le paradoxe était d'autant plus grand que précisément l'enseignement supérieur ne cessait de s'ouvrir toujours plus largement, et que donc il ne pouvait plus fonctionner de par lui-même seulement comme mode de contrôle de l'accès à l'élite. Il aurait donc, au rebours des stratégies managériales, été particulièrement nécessaire de maintenir le privilège des formations fondamentales, seules à même d'assurer le maintien de la reproduction de l'élite par le biais de l'enseignement supérieur, en dépit de la massification de ce dernier.

Ce n'est pourtant nullement ce qui s'est passé puisque, si certes la massification a bien aussi été assurée grâce à certains enseignements et filières appliqués (AES, IUT, etc.), concomitamment les enseignements inutiles sont eux-mêmes devenus caractéristiques des très nombreux nouveaux entrants à origines et perspectives médiocres, tandis que les héritiers désormais se concentraient exclusivement dans certaines disciplines et filières appliquées, d'où par contre les nouveaux entrants se trouvaient désormais exclus. C'est donc qu'il y avait, à la

35 On voit, à travers ces deux caractéristiques, que l'inutile n'était utile que lorsqu'il s'agissait de produire des dominants, que donc l'utilité de l'inutilité était un attribut strictement contingent (ce qui n'a rien d'inattendu...) à l'origine sociale des étudiants, et qu'il a de ce fait disparu avec la transformation de cette dernière, sapant ainsi la légitimité des disciplines fondamentales parce que l'inutile était, si l'on veut, devenu par là inutile.

transformation du cursus des élites, une raison plus impérative que les modifications des structures économiques, ou les modes de contrôle de la reproduction de l'élite. Cette raison qui prévaut sur toutes les autres est la nécessaire adéquation entre d'une part le cursus des élites, c'est-à-dire les modes d'agrégation à l'élite, et d'autre part la figure principale de l'idéologie, dans la mesure où seule cette adéquation permet de justifier la domination des élites (et par là de la rendre acceptable pour les dominés), et où toute inadéquation principielle (soit la situation où la forme dominante de l'idéologie correspond au cursus des dominés seuls) ouvrirait à un bouleversement des rapports de pouvoir puisqu'il légitimerait les dominés, et donc délégitimerait la domination, qui serait par là rendue impossible³⁶. Or, je l'ai déjà dit, le capitalisme avancé, par opposition à ses stades antérieurs, se caractérise par l'identité entre le fonctionnement social à reproduire, et l'idéologie qui assure la possibilité de cette reproduction, ce que l'on pourrait résumer comme la monétarisation de l'idéologie, soit le fait qu'il n'existe plus de valeurs sociales essentielles qui soient autres que monétaires. Par conséquent, le cursus de l'élite devait nécessairement se réorienter vers l'étude, appliquée, des *techniques* de la domination capitaliste (*management, marketing, droit, communication, économie, etc.*), érigées au rang de valeur essentielle, puisque seules susceptibles de permettre la production de valeur monétaire – translation du cursus qui avait par ailleurs l'avantage de renforcer la capacité pratique de l'élite à maîtriser le système, soit un coup

36 Il ne faut pas confondre cette inadéquation principielle avec cette forme secondaire d'inadéquation qui se produit lorsque le cursus d'une élite n'est plus adapté à la forme dominante de l'idéologie, tandis que le cursus qui est adapté à cette nouvelle forme devient le monopole d'une autre élite, forme secondaire d'inadéquation qui résulte seulement en la substitution d'une élite à une autre (sans remise en cause, donc, des structures de domination, mais seulement de leur mode de réalisation), soit ce qui s'est produit lors du passage des capitalistes propriétaires aux *managers*.

double, idéologique et pratique, caractéristique du capitalisme avancé. Ainsi se trouvait consacrée la domination de la pratique sur la théorie, ce qui renvoyait cette dernière, et avec elle les disciplines (fondamentales) et institutions (universitaires³⁷) qui l'incarnaient, dans la fraction dominée du champ académique ; et, par là, était rendue possible aussi bien que nécessaire la « démocratisation » du recrutement des étudiants comme des enseignants dans ces domaines (entendre : l'ajustement de leurs propriétés sociales avec celles, nouvellement dépréciées, de ces domaines).

Les disciplines et filières appliquées n'ont pas seulement bénéficié de la translation vers elles de l'ensemble du cursus des élites, c'est-à-dire de leur progrès qualitatif, mais également de l'accroissement extraordinaire de leurs effectifs, c'est-à-dire de leur progrès quantitatif. Celui-ci est dû à la massification de l'enseignement supérieur (qui s'est préférentiellement concentrée sur ces disciplines et filières), c'est-à-dire au processus par lequel l'enseignement supérieur, dans son ensemble, s'est mis à avoir pour fonction non plus de produire des dominants, mais avant tout des dominés (en l'occurrence, la fraction dominante des dominés : les cadres)³⁸. Cette

37 Dans le cas français seulement, puisque dans la plupart des autres pays les écoles spécialisées (telles que, par exemple, les *business schools*) sont par contre intégrées dans les universités. Au delà de la transformation des positions relatives des différents types d'institutions dans le champ académique français, il y a par ailleurs eu, au sein du champ universitaire (français comme étranger) *stricto sensu*, inversion des rapports de force au profit des formations appliquées. Emblématique est à cet égard le cas de Paris-IX/Dauphine (spécialisée dans les « sciences de gestion », qui ne sont en fait que des techniques), qui à son origine en 1971 n'avait pas même été créée comme une université de plein exercice, et qui a obtenu en 2004 le statut de « grande école », soit une trajectoire qui, en un peu plus de trente ans, l'a vu partir de la fraction dominée du champ universitaire pour finalement réussir à sortir du champ universitaire afin d'intégrer la fraction dominante du champ académique.

38 On peut commodément dater le renversement de la fonction de

transformation, due à l'augmentation de la productivité du travail en ce qu'elle a provoqué un report de la force de travail de la production physique vers d'une part son contrôle, et vers d'autre part la production de la valeur de la production physique (*marketing, branding, commercialisation*), a fait de l'enseignement supérieur le lieu où devait être produite et la domination qui s'exerce sur les dominés (c'est-à-dire le fait que les dominés intériorisent et reproduisent cette domination), et la valeur des dominés pour la domination (c'est-à-dire la production de ce par quoi ils s'insèrent de façon profitable – pour les dominants – dans le processus de production). Or précisément l'une et l'autre productions étaient idéalement assurées par les disciplines et filières appliquées, puisque d'une part elles véhiculaient l'idéologie même du capitalisme avancé (c'est-à-dire la justification de la domination des dominés)³⁹, et que d'autre part elles

l'enseignement supérieur de la crise universitaire qu'il a, en Allemagne, en Italie et aux USA aussi bien qu'en France, provoqué autour de 1968.

39 On aperçoit donc que si, aujourd'hui, les disciplines appliquées sont le vecteur privilégié de l'inculcation de l'idéologie aux dominés, ce n'est nullement en raison d'une propriété qui leur serait essentielle, mais bien en raison de leur congruence avec le stade actuel de développement du capitalisme. Il est donc parfaitement vain de véhiculer des représentations substantialistes visant à opposer irréductiblement les disciplines fondamentales, qui favoriseraient la réflexivité et donc l'émancipation, aux disciplines appliquées, qui habituerait à l'application passive de lois non questionnées, et donc à l'aliénation. En effet, s'il est indéniable qu'aujourd'hui la capacité de contestation se concentre chez les étudiants comme chez les enseignants des disciplines fondamentales, la raison n'en est à chercher que dans l'inadéquation de ces disciplines avec la reproduction idéologique du système capitaliste dans son stade actuel ; et aussi bien, lorsque, dans un stade antérieur de développement de ce système c'étaient au contraire les disciplines fondamentales qui se trouvaient à l'unisson de l'idéologie dominante, était-ce parmi leurs représentants que l'on trouvait les thuriféraires les plus acharnés de l'ordre – ce dont on trouvera une excellente illustration dans le comportement des étudiants et universitaires allemands sous le régime nazi (pour le cas particulier

renforçaient l'efficience de la main-d'œuvre en lui faisant incorporer les techniques aptes à assurer la reproduction (élargie) pratique du système. Conséquence de cette évolution : les disciplines fondamentales n'ont pas seulement eu à souffrir de la baisse qualitative de leur recrutement, mais également de leur baisse quantitative *relative* – car dans le cadre de la massification de l'enseignement supérieur leurs effectifs aussi progressaient, quoique moins rapidement. Ainsi, si entre 1986 et 2005 les effectifs enseignants universitaires ont bien augmenté par exemple en littérature française (+31%) ou en histoire ancienne et médiévale (+82%), en chimie théorique (+54%) ou en mathématiques (+75%), leur progression a été beaucoup plus forte en gestion (+280%) comme en information-communication (+399%), en génie mécanique (+188%) comme en informatique (+291%)⁴⁰. Néanmoins, parce que les effectifs étudiants comme enseignants des disciplines fondamentales augmentaient pourtant, donnant à ces disciplines une surface sociale inimaginable au moment même où leur valeur sociale était pourtant la plus unanimement reconnue, le déclin de ces disciplines, dont la baisse qualitative comme la baisse quantitative relative du recrutement étaient l'infaillible, quoique moins aisément perceptible, symptôme, a pu être longtemps ignoré.

C'est en fait la diminution de la qualité (sociale) du recrutement des disciplines fondamentales qui a rendu possible son augmentation en termes absolus, dans la mesure où elle correspondait à une transformation

de l'histoire médiévale, et plus particulièrement des médiévistes ruralistes, cf. J. DEMADE, « The Medieval Countryside in German-language Historiography since the 1930s », *op. cit.*, en l'occurrence p. 173-206). Inversement, ce monument élevé aux disciplines appliquées qu'était l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert était-il aussi bien une entreprise de contestation du dernier stade du système féodo-ecclésial.

40 Cf. C. SOULIE et B. LE GALL, « Massification, professionnalisation, et réforme du gouvernement des universités : une actualisation du conflit des facultés en France », *op. cit.*, tableaux 3, 4 et 5.

fondamentale des raisons du choix, par les étudiants, des disciplines fondamentales. Celles-ci en effet, loin de continuer à être choisies, comme c'était le cas avec les « héritiers », en raison des compétences exclusivement génériques qu'elles apportaient, l'ont été désormais, par les nouveaux entrants, en vertu de leur capacité à fournir un débouché professionnel – en l'occurrence dans un enseignement secondaire en pleine massification lui aussi. C'est donc la transformation qualitative des objectifs des étudiants qui a rendu possible l'augmentation quantitative (absolue) de leur nombre, provoquant par là une aggravation de la baisse qualitative du recrutement des disciplines fondamentales, puisque celle-ci n'était plus seulement due à la disparition des « héritiers » (facteur négatif de dégradation), mais par surcroît à l'arrivée massive des nouveaux entrants (facteur positif de dégradation). La combinaison de cette baisse qualitative avec la baisse quantitative relative a produit une double délégitimation supplémentaire des disciplines fondamentales⁴¹, qui a fini par provoquer, aujourd'hui, une

41 Outre la délégitimation fondamentale liée à la perte du rôle idéologique dominant, et qui a elle-même entraîné les deux délégitimations subséquentes dont il est ici question. De ces deux délégitimations subséquentes, le facteur essentiel est bien sûr la baisse qualitative, la hiérarchie des disciplines étant directement liée à la place, dans la hiérarchie sociale, de leurs étudiants et enseignants. Néanmoins, la baisse quantitative relative est loin d'être dénuée d'incidence, moins cette fois sur la perception sociale générale des disciplines fondamentales, que sur leur place au sein du champ académique ; en effet, la transformation des poids relatifs des disciplines amène des modifications des rapports de force inter- et intra-facultaires, les disciplines appliquées en pleine croissance revendiquant, au détriment des disciplines fondamentales qu'elles dépassent désormais en termes d'effectifs, des locaux et des crédits qui étaient jusqu'alors attribuées à ces dernières, et exerçant d'une manière générale une influence de plus en plus grande sur les choix de politique de chaque université, au bénéfice de leurs intérêts propres. Ainsi, alors qu'en 1986 les effectifs des enseignants universitaires de géographie étaient de 15% supérieurs à ceux des gestionnaires, en 2005 ils leur sont inférieurs de plus de moitié ; de

baisse quantitative en termes non plus seulement relatifs mais bien absolus (pour ce qui concerne les étudiants, en attendant que cela se répercute, inévitablement, sur les enseignants), accélérée par le rétrécissement des débouchés des disciplines fondamentales dû à l'amenuisement des recrutements d'enseignants du secondaire. Mais il faut bien voir que, si l'évolution des débouchés des disciplines fondamentales peut ainsi se répercuter directement sur celle du recrutement étudiant, ce n'est qu'en raison de la transformation qualitative préalable de ce dernier, c'est-à-dire du fait que les étudiants, parce que nouveaux entrants dans l'enseignement supérieur, s'orientaient désormais vers les disciplines fondamentales en raison même des débouchés immédiats qu'elles offraient, et ainsi finalement ne se comportaient vis-à-vis des disciplines fondamentales que comme par rapport à des disciplines appliquées⁴² ; ainsi les disciplines fondamentales ne sont-elles devenues, dans l'usage étudiantin qui en est fait, qu'un enseignement pratique comme un autre, dont la place dans la hiérarchie des enseignements renvoie à la place, dans la hiérarchie des professions, de l'activité à laquelle il prépare – place en l'occurrence très basse, puisque non liée à une fonction économique. Quoi qu'il en soit, tout incite à penser que la baisse quantitative, en termes absolus, des effectifs, qui est désormais engagée, sera aussi longue que profonde, et laissera le champ universitaire bouleversé parce que consacrera la domination absolue des filières et disciplines appliquées au détriment des disciplines fondamentales.

même pour la philosophie et les « sciences de l'information et de la communication », pour lesquelles on est passé d'une supériorité de la philosophie d'un facteur 2.25, à un effectif des philosophes inférieur de 40% (calculs à partir de C. SOULIE et B. LE GALL, « Massification, professionnalisation, et réforme du gouvernement des universités : une actualisation du conflit des facultés en France », *op. cit.*, tableaux 3 et 4).

42 On voit donc que la dégradation qualitative du recrutement, après avoir été la condition de l'augmentation des effectifs, est devenue la condition de leur baisse.

Telle est du moins la leçon que l'on peut inférer de l'exemple états-unien, que l'on peut à bon droit considérer, en tant que pointe avancée du système capitaliste, comme précurseur d'évolutions que l'Europe occidentale reproduit toujours fidèlement, quoique avec un temps de retard ; en effet, sur la base d'un indice 100 en 1970, le nombre de masters y a régressé, trente ans plus tard, à 59 en mathématiques, 80 en sciences physiques, 83 en sciences sociales et histoire, tandis qu'il explosait à 401 en droit, 448 en *business* et 759 en médecine⁴³. La massification de l'enseignement supérieur n'aura été, pour les disciplines fondamentales, qu'un temporaire faux-semblant.

Pour résumer cette première partie, les disciplines fondamentales ont perdu la légitimité qu'elles devaient au rôle qu'elles assumaient quant à la reproduction idéologique du système social en général – rôle qui était tout particulièrement prononcé dans le cas de l'histoire (médiévale). La perte de cette fonction a entraîné la disparition du rôle que jouaient ces mêmes disciplines dans la reproduction de la classe dominante en particulier, ce qui a renforcé la délégitimation de ces disciplines, la hiérarchie académique se calquant sur les propriétés sociales des étudiants. Cette double délégitimation, cette double perte de fonction, finissent par entraîner aujourd'hui, après une explosion temporaire des effectifs qui n'a fait que renforcer l'illégitimité du recrutement, et qui n'était qu'un feu de paille, une chute des recrutements, qui interdit d'imaginer pouvoir compenser la perte de fonction idéologique des disciplines fondamentales en excipant d'une justification économique liée à la « demande » étudiante. Les disciplines fondamentales, qui ont perdu ce qui traditionnellement fondait leur légitimité sociale, s'avèrent ainsi incapables d'y substituer une autre forme d'utilité sociale.

Face à la perte de son utilité idéologique, et face à

43 B. CONVERT, *Les impasses de la démocratisation scolaire*, op. cit., p. 71 tableau 13.

son incapacité à construire son utilité économique, l'histoire (médiévale) peut-elle se rabattre, pour justifier son existence, sur une utilité non plus extérieure, mais liée à l'accomplissement même de sa tâche : à une utilité proprement intellectuelle, donc ?

Deuxième partie

L'utilité quand même ?

1) Comprendre le passé pour comprendre le présent ? Origines et analogies

a) Le « démon des origines »⁴⁴

À la question « Pourquoi étudier le Moyen Âge ? », la réponse la plus classique des médiévistes consiste à mettre en avant l'exhumation des origines médiévales du contemporain. Bien sûr cette réponse n'est la plus classique que parce qu'elle est celle à laquelle leur rôle idéologique (de justification du présent par son ancienneté) a si longtemps habitué les médiévistes ; admettons toutefois qu'une telle réponse puisse également renvoyer à des préoccupations d'ordre intellectuel et demandons-nous quels problèmes elle est alors susceptible de poser.

La première difficulté que pose une telle justification, difficulté qui me semble inaperçue des collègues qui mettent cette justification en avant, est qu'elle ne peut fonctionner comme justification que pour une discipline-croupion, une discipline dont la fonction intellectuelle ne pourra jamais être que seconde et secondaire⁴⁵. La subordination intellectuelle nécessairement

44 J'emprunte l'expression à M. BLOCH, *Apologie pour l'histoire ou : Métier d'historien*, 2e éd., Paris, Armand Colin, 1952, p. 7 (Cahiers des Annales, 3).

45 Il est toutefois possible que cette conséquence ne soit pas ressentie comme gênante par certains, dans la mesure où le caractère intellectuellement subordonné ne signifie pas nécessairement des

engendrée par une telle justification provient de ce que cette justification implique qu'il n'y ait d'autre intérêt dans l'étude du passé que le présent, que l'on n'étudie le passé que pour comprendre le présent. La conséquence en est alors nécessairement que seul le présent forme le véritable objet d'étude, et que le passé n'est analysé que dans la mesure où il s'avère nécessaire pour le rendre intelligible. L'activité de l'historien (médiéviste) ne prend plus son sens que par le biais d'une division du travail intellectuel au sein de laquelle son rôle ne peut qu'être marginal, adventice, par rapport aux spécialistes du contemporain, et surtout cette activité devient réglée par une logique qui est étrangère à celle de l'objet de l'historien (médiéviste), puisqu'elle est dictée par le présent. L'historien (médiéviste), qui ne détermine plus en fonction de son objet propre ni ce qu'il doit chercher, ni l'utilisation qui est faite de ce qu'il a trouvé, voit ainsi son activité lui être doublement aliénée, dans ses causes comme dans ses conséquences⁴⁶. Mais que l'historien (médiéviste), si du moins il daigne être lucide et ne se satisfasse pas de tout ce qui ressemble, de près ou de loin, à ce qui constituait sa légitimation idéologique perdue, ne puisse que se retrouver fort marri d'une telle division du travail intellectuel, ne saurait certes être raison suffisante pour condamner cette dernière si celle-ci était effectivement capable de produire une intelligibilité qu'à lui seul l'historien (médiéviste) serait incapable d'atteindre.

Or il n'en est rien, car ce n'est pas seulement qu'en

capacités pratiques (entendons : un nombre de postes) réduites à la portion congrue, dans la mesure où l'exécution peut requérir plus de moyens que la conception.

⁴⁶ Et l'aliénation est d'autant plus forte que, concrètement, elle prend le plus souvent la forme erratique de la commémoration, le hasard d'un anniversaire devenant prétexte à lancer une enquête historique. Non seulement c'est la logique intellectuelle du développement de la recherche qui par là disparaît, puisque ce n'est plus que le hasard du calendrier qui oriente cette dernière, mais par ailleurs tendanciellement l'histoire (médiévale) se fait ainsi hagiographie, car il serait bien sûr fort malvenu de mordre la main qui finance la commande.

subordonnant l'étude du passé à la recherche des origines du présent on abandonne toute perspective de compréhension du passé en tant que tel (et qu'ainsi on se condamne à l'incompréhension d'une part essentielle de l'expérience humaine), mais que par là on ne fait en rien progresser l'intelligence du présent. En effet, il est vain d'imaginer que l'identification des origines d'un élément contemporain⁴⁷ puisse avoir d'intérêt autre qu'idéologique, ou plus exactement ait pu avoir d'intérêt autre qu'idéologique, en une période, désormais essentiellement disparue, où l'idéologie valorisait l'ancienneté⁴⁸. Ceci parce que si l'objectif est la compréhension (et non la valorisation par apport de la preuve de l'ancienneté) du présent, il ne peut y avoir d'intérêt à étudier les origines (médiévales) de tel ou tel élément que si cette étude permet de mieux comprendre le fonctionnement concret actuel de cet élément, faute de quoi le gain de connaissance procuré par l'étude du passé (médiéval) n'aurait de caractère qu'anecdotique⁴⁹. Mais ceci ne peut être mené à bien que si l'on étudie non pas seulement l'origine (médiévale) de cet

47 À supposer même qu'une telle identification puisse être possible, dans la mesure où une origine n'est jamais que relative (un élément B considéré comme l'origine d'un élément C ayant lui-même pour origine un élément A), et où donc la décision d'arrêter le curseur ici plutôt que là n'a de fondement qu'arbitraire.

48 Et l'on comprend alors pourquoi l'indécidabilité même du moment où arrêter le curseur de la recherche des origines, indécidabilité qui fait toute l'absurdité intellectuelle de l'entreprise, en faisait la pertinence idéologique, puisqu'il devenait par là toujours possible de trouver des origines anciennes, et si nécessaire de les faire toutes remonter à la même période.

49 Par exemple, savoir que la Cour des Comptes, l'une des pièces centrales du pouvoir technocratique en France aujourd'hui, descend d'une institution curiale royale apparue à la fin du Moyen Âge, n'a d'intérêt qu'antiquariste tant que l'on ne montre pas en quoi cette lointaine « origine » influe aujourd'hui sur les pratiques, le rôle et la position de cette institution. S'il ne s'agit que de retracer les « origines », l'histoire n'a pas plus d'intérêt que la généalogie, elle est tout aussi artificielle, et fondée sur le même mythe sociologique de la continuité naturelle.

élément, mais bien plutôt la chaîne de traditions (au sens philologique du terme) qui court de cette origine à l'élément actuel, parce que cette chaîne de traditions, bien plus que l'origine, importe pour comprendre le fonctionnement actuel de cet élément, plus influencé par les reformulations successives qu'a subi cette origine, que par cette origine même⁵⁰. On le voit, la faiblesse de cette justification de l'histoire par l'étude des origines, tient en fait en ceci qu'une fois que l'on a pu montrer que tel fait contemporain s'origine dans telle réalité passée, on n'a en fait encore rien montré, sinon l'existence d'un problème : celui qui consiste à rendre compte de la possibilité de cette perpétuation nécessairement transformée. En effet, de même que dans le monde physique au mouvement s'oppose une résistance qui finit par l'annihiler, de même dans le monde social la perpétuation n'a rien de naturel, n'est que le produit d'une re-production permanente de l'élément perpétué, re-production dont il convient donc de dégager les modalités et les enjeux pour rendre compte de sa possibilité, aussi bien que des transformations qu'elle fait subir à ce qu'elle re-produit. Et précisément, dans le cadre d'une telle analyse, cette indécidabilité de l'origine qui en fait toute la vanité intellectuelle cesse d'être un problème puisque l'accent cesse d'être mis sur l'identification d'un moment, pour devenir porté sur la restitution d'un mouvement, qui au lieu de n'être que ce qui reliait comme nécessairement deux points (le passé et le présent) qui seuls intéresseraient, au lieu d'être simple conséquence,

50 Étant entendu néanmoins que l'essentiel, pour comprendre le fonctionnement actuel d'un élément particulier, est l'analyse du champ dans lequel il s'inscrit afin de reconstituer la position qu'il y occupe, et les contraintes et opportunités qui en découlent. Par rapport à cette analyse de la structure, l'étude du passé de cet élément (et non pas de sa seule « origine ») n'est que le moyen de reconstituer la trajectoire par laquelle ledit élément en est venu à atteindre la position qu'il occupe actuellement, sachant que cette trajectoire elle-même est un élément non négligeable de définition des propriétés de ladite position.

deviendrait au contraire cause, non pas seulement du présent (en tant que résultante d'une trajectoire) mais aussi bien du passé, puisqu'en fonction même du mouvement analysé celui-ci deviendra déterminé comme tel ou tel point antérieur⁵¹. Ainsi son « origine » n'apparaît-elle finalement que comme une caractéristique aussi floue qu'inessentielle d'un phénomène contemporain.

Finalement, la difficulté dirimante que présente la justification de l'histoire (médiévale) en tant qu'étude des « origines » du monde contemporain, difficulté qui subsume les deux critiques que je viens d'énoncer (quant au caractère intellectuellement subordonné que prendrait nécessairement l'histoire [médiévale], et quant au fait que l'exhumation de l'« origine » [médiévale] d'un phénomène contemporain est douée d'une capacité heuristique à peu près nulle), se résume en ce qu'une telle étude des « origines » du monde contemporain ignore le seul sujet qui fasse sens : la logique d'ensemble d'un système social. En effet, du passé (médiéval) elle n'analyse que ce qui a encore une influence (par le seul biais de toute une chaîne de traditions) sur le présent, et du présent elle ne s'intéresse qu'à ce qui s'origine dans le passé (médiéval). Ne se peut donc comprendre ni le passé (médiéval), ni le présent. De cette absence de légitimité de l'étude des « origines » (médiévales) il ne faudrait toutefois nullement conclure à l'absence de légitimité d'une analyse des contraintes qui pèsent sur un système social présent par l'entremise de ce dont il est issu ; en effet, l'approche est ici

51 Ainsi l'analyse du mouvement ayant mené à un même élément présent pourra soit y voir un simple prolongement, et sera alors susceptible de déterminer comme proche le passé de cet élément, tandis que si elle reconstitue ce mouvement comme un renversement il est plus vraisemblable qu'elle reculera l'« origine » dudit élément. La question par là cesse d'être aussi ontologique qu'indécidable (quelle est l'Origine, la seule, la vraie, l'unique ?) pour devenir scalaire, et renvoyer au simple choix d'une échelle d'analyse plutôt que d'une autre, en fonction d'objectifs heuristiques la requérant préférentiellement.

fondamentalement différente, et tout d'abord parce que, au lieu de mettre en rapport, de façon largement arbitraire, et de ne mettre en rapport le présent qu'avec *un point* quelconque du passé (médiéval), c'est avec une *série de transformations* qui aboutissent à lui qu'elle met en relation le présent. Une telle analyse du jeu entre les forces issues du passé (médiéval) et celles contemporaines, parce qu'elle ne peut qu'aboutir à donner aux premières leur signification réelle, qui ne saurait être que relative, doit être faite par un spécialiste du contemporain en raison même du primat explicatif des forces contemporaines ; par contre, pour cette analyse il doit nécessairement s'appuyer sur les travaux d'historiens (médiévistes) vrais, c'est-à-dire n'ayant pas le présent comme horizon intellectuel et comme but de leur recherche, parce que seuls leurs travaux donneront au spécialiste du contemporain une compréhension exacte des forces du passé (médiéval) encore actives (quoique reformulées) dans le présent, dans la mesure où ils les expliqueront en rapport avec d'autres forces passées, elles désormais disparues, et par là même invisibles à l'observateur du contemporain⁵². Si pour comprendre le

52 Et l'on saisit là, symétriquement, pourquoi inversement l'historien (médiéviste) ne peut être susceptible de rendre compte de façon pertinente de phénomènes contemporains : parce qu'il est toujours au risque d'inférer d'une simple similarité entre un élément passé (médiéval) et un élément présent, une causalité, là où le champ contemporain, qu'il ignore, dans lequel se situe l'élément présent serait vraisemblablement un principe explicatif beaucoup plus fort. Pour reprendre l'exemple de la Cour des Comptes, l'importance de son rôle aujourd'hui dans les rouages de l'État français n'est pas due à sa médiévale ancienneté, mais s'explique fondamentalement par la nature spécifique de l'équilibre, caractéristique du fonctionnement dudit État, entre légitimité démocratique et légitimité technocratique (la Cour étant une parfaite incarnation de cette dernière), structure de longue durée à quoi s'est plus récemment ajouté le prestige nouveau lié à l'assimilation possible avec une fonction prenant une place sans cesse croissante dans la sphère des entreprises, l'audit ; or, comme ce qui fait fonction de modèle pour la technocratie s'est déplacé des structures étatiques aux structures entrepreneuriales, cette possibilité de se rattacher à une fonction d'abord développée

présent il faut donc, souvent, faire un détour par le passé (médiéval), le spécialiste du contemporain, seul capable de faire ce détour en tant que ce détour est certes nécessaire mais jamais suffisant, pour l'effectuer toutefois a besoin de l'historien (médiéviste), mais d'un historien (médiéviste) qui ne cherche nullement à comprendre le passé pour comprendre le présent. Si l'histoire (médiévale) peut donc bien avoir une utilité pour la compréhension du monde contemporain, cette utilité ne peut être que médiata, et n'être atteinte que si l'histoire (médiévale) se désintéresse de la compréhension du monde contemporain.

b) Les paradoxes de l'analogie

En l'absence de légitimité d'une justification de l'histoire (médiévale) par l'étude des origines du monde contemporain, peut-on alors se rabattre sur une justification de l'étude de l'histoire (du Moyen Âge) en raison de ses analogies avec le présent ? Une telle justification paraît en effet intellectuellement plus défendable dans la mesure où elle ne présuppose aucun lien direct entre le passé (médiéval) et le présent, qui les relierait comme miraculeusement par delà les temps intermédiaires et finalement ignorerait le temps même, mais s'appuie au contraire sur les effets heuristiques d'une comparaison menée explicitement *mutatis mutandis*, l'idée étant que, par delà les différences qui interdisent bien sûr une projection directe d'une période sur l'autre, c'est précisément le décalage par rapport à la situation contemporaine, mais sur des points jugés non essentiels, qui permettra à l'analyse du

dans la sphère du privé assure à la Cour des Comptes un avantage décisif, notamment par rapport à cette autre institution-phare de la technocratie d'État, le Conseil d'État (lui aussi de médiévale « origine »), anciennement dominant (son vice-président reste le premier des fonctionnaires), mais dont le lien consubstantiel avec la plus régaliennne des fonctions (dire la norme), nécessairement sans répondant dans l'univers des entreprises, ne peut que signer l'inéluctable déclin.

contemporain de retrouver un regard neuf, abstrait des enjeux immédiats, et ainsi capable d'aller plus directement à la structure. Il s'agit, finalement, en se donnant un objet qui n'est que similaire, de se déprendre des habitudes de pensée, pour pouvoir ensuite mieux faire retour à l'objet usuel, mais désormais en appliquant à son analyse ce décalage, ce pas de côté, ce changement de perspective donc, qu'a entraîné le changement d'objet.

Mais, pour qu'une telle approche analogique puisse être menée, encore faut-il que les deux objets de la comparaison conservent une parenté certaine. Or précisément, pour ce qui est de la justification de l'histoire médiévale par l'analogie, notre siècle semble bien être celui d'un monde toujours plus radicalement étranger au Moyen Âge : un XXI^e siècle où, contrairement au XIX^e siècle qui vit naître l'histoire scientifique, et qui fut le grand siècle de l'historiographie médiévale, les parallèles avec le Moyen Âge ne sont désormais plus que ténus, et pour la plupart patrimonialisés, artificialisés. Un monde donc qui ne pourrait nourrir d'intérêt direct pour un Moyen Âge qui lui est devenu radicalement étranger, un monde où l'intérêt pour le Moyen Âge ne pourrait avoir de raison qu'antiquariste, ne pourrait se fonder en autre chose que l'amour de l'ancien pour l'amour de l'ancien ; un monde donc que l'histoire médiévale ne pourrait nous permettre de mieux connaître par analogie : un monde au sein duquel l'intérêt pour l'histoire médiévale serait sans rapport avec la vie. Et effectivement l'on voit bien quels arguments pourraient être avancés en soutien de cette idée d'un Moyen Âge désormais définitivement étranger, autre, ce du moins pour l'Occident européen⁵³ :

53 Ce qui suit n'est en effet souvent que d'une validité douteuse si on le rapporte au monde américain (du nord comme du sud), ce qui produit ce paradoxe suivant lequel l'analogie médiévale n'est plus valable pour les pays occidentaux dont le lien direct avec le monde médiéval est le plus fort, et reste au contraire plus pertinente pour les contrées dont le rapport au Moyen Âge n'est que médiat.

- une économie désormais « de la connaissance » et donc sans plus grand rapport avec cette production matérielle (essentiellement agricole) qui représentait presque l'unique activité de l'économie médiévale, et constituait la principale contrainte de la société féodale ;
- un monde toujours plus marchandisé et où de ce fait les logiques médiévales d'autoproduction/autoconsommation, de richesses collectives et d'anti-utilitarisme sacré ne sont plus qu'un souvenir ;
- un monde définitivement sécularisé, où la pratique religieuse réelle ne représente plus qu'une survivance minoritaire limitée à des groupes sociaux très spécifiques (en France, en 1996, seuls 16% des personnes déclaraient avoir une pratique religieuse régulière)⁵⁴ ;
- une classe dominante où la noblesse n'a plus aucune part ;
- des structures politiques d'où les modèles autoritaires-héréditaires ont définitivement disparu (sinon sous formes de reliquats « touristiques », sans importance pratique aucune, tels que la monarchie anglaise) ;
- une disparition progressive de ces États-nations dont l'historiographie médiévale a si longtemps considéré comme sa tâche principale et la plus noble de retracer la genèse au détriment de féodalités égoïstes, alors même qu'aujourd'hui ce sont ces États toujours plus évanescents qui sont vus comme l'incarnation des égoïsmes particularistes bornés⁵⁵ ;
- un monde globalisé où les horizons ne peuvent plus se

54 X. NIEL, « L'état de la pratique religieuse en France », *INSEE Première*, n° 570, Mars 1998, tableau 1. Et l'abandon en 2007, par l'Église catholique, de la doctrine médiévale des limbes, est l'indice le plus frappant de ce que l'anomie touche désormais non plus seulement la périphérie des croyants mais aussi bien le cœur clérical du monde religieux, la religion se trouvant de plus en plus réduite à une collection d'injonctions morales réactionnaires (par rapport aux pratiques sociales effectivement observables), sans plus guère de cohérence doctrinale.

55 Les débats relatifs à la ratification de la constitution européenne ont marqué l'installation définitive de cette figure dans le discours dominant.

limiter au seul « Occident »⁵⁶.

Or, sur tous ces plans, la rupture n'a souvent été que récente, dans les faits et plus encore dans les représentations – ce n'est qu'en 1931 qu'en France la population rurale a cessé d'être majoritaire et c'est jusqu'en l'an 2000 inclus que la « politique agricole commune » a représenté plus de la moitié des dépenses des institutions communautaires européennes⁵⁷, jusqu'en 1918 tous les États d'Europe de l'ouest, à l'exception de la France et de la Suisse (et encore pour cette dernière n'était-ce en rien la preuve d'un écart par rapport à ses structures médiévales), étaient des monarchies, où le souverain garde un pouvoir personnel généralement fort marqué, la première guerre mondiale peut être vue comme l'apogée des nationalismes et la seconde en est encore largement le fruit. Ainsi, autant il pouvait sembler aisé, jusque dans un XXe siècle avancé, de justifier l'étude de l'histoire médiévale par ses analogies avec le présent, autant en ce début du XXIe siècle l'argument peut-il désormais paraître dépourvu de pertinence. On comprend alors toute l'urgence qu'il pourrait y avoir à se demander « pourquoi étudier le Moyen Âge au XXIe siècle ? », et combien la précision temporelle fait toute la pertinence de la question.

56 D'où la montée en puissance d'une *global history* où l'Occident médiéval n'est plus qu'un objet parmi bien d'autres, et un objet d'importance plutôt secondaire dans la mesure où les racines du système-monde actuel, et de ses déséquilibres économiques, sont vues désormais comme remontant non tant à l'expansion maritime et coloniale de l'Europe (ibérique) du XVIe siècle, et à ses immédiates racines médiévales, comme le voulait par exemple Immanuel Wallerstein, qu'à la *great divergence* de la fin du XVIIIe et du début du XIXe siècle, c'est-à-dire à la révolution industrielle (cf. l'influent K. POMERANZ, *The Great Divergence : China, Europe, and the Making of the Modern World Economy*, Princeton, Princeton University Press, 2000 (The Princeton economic history of the Western world)).

57 *Agriculture in the European Union : Statistical and economic information* 2002, tableau 3.4.1 (http://ec.europa.eu/agriculture/agrista/2002/table_en/341.pdf).

Mais tous ces arguments invoqués pour prouver l'impossibilité, nouvelle, d'une analogie entre le monde contemporain et le monde médiéval, peuvent être, de façon aussi, ou aussi peu, convaincante, renversés, pour aboutir à la conclusion, inverse, suivant laquelle si l'analogie médiévale avait perdu de sa pertinence avec la modernité par contre elle n'a, dans notre monde post-moderne, jamais été aussi d'actualité. On pourrait ainsi renvoyer à :

- la réapparition, au sein même de l'ultra-moderne « économie de la connaissance », sous la forme des *creative commons* et autres logiciels libres, de biens communautaires, collectivement produits, partagés et appropriés par leurs utilisateurs mêmes, et gratuits. Par là, la sphère du non-marchand reprend une figure médiévale qu'elle avait complètement perdu au XXe siècle avec l'essor des services dits publics, et qu'il serait plus juste de qualifier d'étatiques ;
- un XXIe siècle décidément religieux comme il avait été annoncé, et précisément sur un mode très médiéval de croisade/*jihad* et d'affrontement pour la domination de l'œkoumène ;
- la création d'une nouvelle noblesse issue de l'abandon du *welfare state* redistributeur ;
- née de l'effacement de l'État, la nouvelle féodalité *corporate* (et justement l'idée de corporation est parfaitement médiévale), avec ses cascades de filiales et de sous-traitants rappelant la pyramide féodale, son accès privilégié à et ses moyens de pression sur un pouvoir central affaibli, et jusqu'à la privatisation de l'exercice légitime de la violence (vigiles en interne, mercenaires en externe) ;
- la résurgence d'entités régionales d'origine médiévale (Catalogne, Écosse, Flandre, etc.) sur les débris de nations auxquelles les gens s'identifient de moins en moins ;
- une Europe en construction ayant sa préfiguration dans une *christianitas* catholique où les nations, qui n'existaient encore qu'à l'état de linéaments, ne jouaient aucun rôle

structurant ;

- un monde polycentrique que l'Occident ne domine plus sans partage (Chine, Inde) et qui même le menace, comme au Moyen Âge avant que l'Occident ne se fut lancé à la conquête du monde.

Le renversement est donc particulièrement aisé entre les analogies servant à justifier l'étude du Moyen Âge *au XXI^e siècle*, et la dénégation de leur pertinence aboutissant à la délégitimation de l'étude de l'histoire médiévale aujourd'hui. Les unes comme l'autre représentent cependant, malgré les apparences, moins une prise de position relative à la pertinence de l'étude du Moyen Âge, que l'expression de l'analyse que nous faisons de la société dans laquelle nous vivons, des forces qui selon nous la dominent, et du jugement, positif ou négatif, que nous portons sur elles. L'analogie médiévale, ou la dénégation de sa pertinence (et, par là, l'affirmation de la légitimité ou de l'inintérêt de l'étude du Moyen Âge), ne sert qu'à exprimer indirectement ce jugement de valeur sans avoir à l'explicit⁵⁸, de sorte que l'on peut reprocher à la

58 On pourrait s'étonner de ce que l'affirmation (ou la dénégation) de l'analogie puisse identiquement, en fonction de ce sur quoi porte l'analogie, servir à exprimer deux jugements de valeur opposés. Ce n'est là cependant que le reflet de la position profondément ambiguë occupée par le Moyen Âge dans les représentations contemporaines, où il incarne l'origine (avec tout ce qui s'attache de valeur à ce qui ainsi fonde l'identité, sans parler des connotations positives qui apparaissent lorsque l'origine est pensée par surcroît dans les termes de l'ontogenèse – le Moyen Âge comme « enfance de l'Europe », selon l'expression de Robert Fossier) aussi bien que l'inversion du contemporain – dualité dont témoigne l'existence des deux adjectifs « médiéval » et « moyenâgeux », le premier réservé aux réalités du Moyen Âge tandis que le second sert à désigner toute pratique contemporaine réprouvée. Toutefois, si le Moyen Âge peut parfaitement être affecté d'une valeur positive, néanmoins en dernier ressort il est du côté du négatif, parce que notre société continue à se penser dans le cadre de l'imaginaire téléologique du progrès, où le dernier stade atteint est nécessairement supérieur aux précédents, qui sont ainsi négatifs relativement – plutôt que de valoriser par dessus tout l'origine, comprise comme passé

justification de l'histoire (médiévale) par l'analogie avec le présent ce que Bloch reprochait au « démon des origines » : de n'être qu'« un avatar de cet autre satanique ennemi de la véritable histoire : la manie du jugement »⁵⁹. À vouloir fonder par le biais de l'analogie la pertinence *scientifique* de l'histoire (médiévale), on ne fait donc finalement qu'exprimer un point de vue *politique* sur *notre* société, ce à quoi l'intelligence de l'histoire (médiévale) n'a certes rien à gagner⁶⁰.

De tous les éléments de comparaison entre le Moyen Âge et nous dont est ainsi disputée la pertinence, un seul me paraît faire consensus parmi les analystes, aussi divers et opposés qu'ils puissent être, quant à l'impossibilité croissante d'une analogie : quel que soit le jugement porté sur la société contemporaine, tous s'accordent à dire que les forces productives médiévales sont incommensurables aux nôtres. Or il me semble précisément, au contraire, que c'est sur ce point que la comparaison peut être la plus fructueuse, en ce sens que l'étude du Moyen Âge a quant à cette question beaucoup à nous apprendre sur notre société, et ce de façon relativement désidéologisée⁶¹. En effet, le

inégalable (ainsi que c'était le cas dans l'anthropologie chrétienne).

59 M. BLOCH, *Apologie pour l'histoire*, op. cit., p. 7.

60 Ceci sans même parler de cette autre utilisation encore de l'analogie comme justification de l'histoire médiévale, utilisation à fronts renversés, qui tire argument de l'écart même entre notre société et la société médiévale, de l'impossibilité de toute analogie donc, pour justifier la pertinence de l'étude du Moyen Âge, dans la mesure où il est posé en modèle perdu du fonctionnement social. Cette utilisation explicitement idéologique de l'analogie est toutefois extrêmement minoritaire.

61 Il n'est bien sûr pas question de dire que l'usage que je propose ici de l'analogie serait lui, comme par exception, dépourvu de tout lien avec un jugement, mais du moins n'est-ce pas un jugement de valeur (c'est-à-dire dépendant d'un système, contingent, de valeurs), mais un jugement de fait sur le caractère absurde de notre fonctionnement social présent, jugement de fait reposant sur ce constat que l'objet de tout système social est sa reproduction (élargie ou non), soit précisément ce que notre société devient toujours plus rapidement parfaitement incapable d'atteindre.

consensus même qui règne sur l'impossible analogie est un bon indice de ce que, touchant ce domaine, on aborde au cœur de l'idéologie de notre société⁶², ce cœur qui justement s'impose à tous, aussi opposées que puissent être par ailleurs leurs positions ; et, dans la mesure où fondamentalement le Moyen Âge reste une figure dépréciative, il était nécessaire qu'à propos de l'élément central, invariant, de l'idéologie de notre société, soit affirmée l'altérité radicale du Moyen Âge. Le consensus usuel est le suivant : l'économie contemporaine serait chose strictement humaine, tandis que l'économie médiévale était caractérisée par l'importance en son sein de la nature comme force productive, comme contrainte structurante ; l'économie contemporaine représenterait donc comme la libération de l'économie par rapport à la nature, son humanisation de part en part, sa prise de contrôle par les hommes, la société, dont elle deviendrait par là le vecteur de l'autonomie⁶³. Désormais affranchie de limitations extérieures, l'économie pourrait se développer sans entraves, faisant de la croissance la figure idéologique fondamentale de notre société⁶⁴, symbole de notre libération même. Or précisément, ce que nous commençons à apercevoir est l'exact contraire : la nature, par le biais de ce Janus que sont la déplétion énergétique et le réchauffement climatique (dont nous serions trop heureux qu'ils fussent une Charybde et une Scylla entre lesquelles il

62 Ce qui n'a rien d'étonnant puisque, comme on a déjà eu l'occasion de le dire, dans le capitalisme avancé l'idéologie coïncide avec ce qui pratiquement doit être reproduit.

63 Faut-il rappeler que, parmi les différents types de liberté, c'est-à-dire les sphères sur lesquelles elle porte, c'est aujourd'hui le plus souvent la liberté économique (le marché libre) qui est comprise comme la plus essentielle, parce que celle dont finiront comme nécessairement par découler les autres (voir par exemple l'attitude occidentale à l'égard de la Chine depuis Deng Xiaoping) ?

64 Logiquement, puisqu'elle en est la condition pratique de reproduction, la reproduction ne pouvant dans le capitalisme prendre que la figure de la reproduction élargie.

fût possible de choisir)⁶⁵, se rappelle à notre mauvais souvenir comme fondement de la dialectique sociale, remettant ainsi en question la possibilité d'une croissance infinie, et réinstaurant comme horizon non pas seulement la stase mais bien la décroissance. Nous commençons à nous éprouver à nouveau comme une société limitée, caractérisée par ses seuils, ce que nous avons complètement non pas seulement oublié mais dénié.

Alors que la fascination d'un Abel, d'un Postan ou d'un Le Roy Ladurie pour l'éternel retour qu'étaient les cycles longs de l'économie médiévale et moderne⁶⁶ renvoyait à la découverte, par la société qui était la leur, du fait qu'elle s'était libérée (croyait-elle) des seuils physiques entraînant une telle cyclicité sans tendance, une périodicité donc, le désintéret subséquent pour ces phénomènes, et plus largement pour les économies préindustrielles, désintéret aussi vif que la fascination avait été marquée, est lui l'effet de l'accoutumance à cette nature nouvelle de notre économie, que l'on n'apercevait même plus. La croissance infinie dans un monde fini, croissance exponentielle qui plus est (puisque jamais mesurée autrement qu'en valeur

65 Et, comme notre société est particulièrement prodigue de tétatologie, aux classiques deux faces de Janus il conviendrait de rajouter de multiples facettes ayant pour nom extinction des espèces (et notamment des pollinisateurs), épuisement des ressources aquifères, etc.

66 W. ABEL, *Agrarkrisen und Agrarkonjunktur in Mitteleuropa vom 13. bis zum 19. Jahrhundert*, Berlin, Parey, 1935 (Berichte über Landwirtschaft); traduction française : *Crises agraires en Europe (XIIIe-XXe siècle)*, Paris, Flammarion, 1973 (Nouvelle bibliothèque scientifique). M. M. POSTAN, « Die wirtschaftlichen Grundlagen der mittelalterlichen Gesellschaft », *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, n° 166, 1954, p. 180–205 (repris en version anglaise dans M. M. POSTAN, *Essays on Medieval Agriculture and General Problems of the Medieval Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1973, p. 3-27). E. LE ROY LADURIE, « Les masses profondes : la paysannerie », dans *Histoire économique et sociale de la France. Tome I : De 1450 à 1660. Second volume : Paysannerie et croissance*, E. LE ROY LADURIE et M. MORINEAU (dir.), Paris, Presses universitaires de France, 1977, p. 483–865.

relative), était désormais considérée comme parfaitement naturelle, tant et si bien que l'on n'éprouvait même plus le besoin de s'émerveiller par contraste de la différence avec la stationnarité des économies périodiques préindustrielles ; au contraire, ces dernières, par leur incapacité à réaliser cette « nature » (contre-nature), ne nous apparaissaient plus que comme un immense dysfonctionnement inutile à étudier (sauf à décidément s'intéresser aux *curiosae*), sinon pour savoir comment avait été mis fin à cette hétéronomie aliénante de l'économie. La figure paradigmatique de ce retournement par rapport aux néo-malthusiens est Douglass C. North, fondateur d'une *new economic history* néo-institutionnaliste qui établit un lien d'airain entre la croissance de l'économie, sa libération institutionnelle (c'est-à-dire l'avènement du libre marché) et l'avènement de la *free society* (soit bien sûr la nôtre), tandis que disparaît totalement de sa problématique la question de la nature comme force productive et comme contrainte. Ainsi la société apparaît-elle comme n'ayant eu à libérer son économie que de limites qu'elle, et elle seule, lui avait imposé, d'où une image profondément négative des sociétés préindustrielles puisque, leurs limites n'ayant plus de raison véritable (comme c'était le cas chez les néo-malthusiens), elles ne peuvent s'originer que dans l'irrationalité, qui en dernière analyse apparaît aux yeux de ce courant seule capable d'« expliquer » que l'économie ne jouisse pas d'une complète autonomie⁶⁷. C'est dans ce cadre que l'on peut comprendre le décalage qui s'est réalisé

67 Il est sans doute révélateur des liens entre existence matérielle et conceptualisation intellectuelle que si les néo-malthusiens étaient européens (et dotés d'origines sociales les ancrant dans un monde de villages et de petites villes encore profondément marqué par l'importance d'une agriculture restée fortement dépendante de la nature), c'est aux États-Unis qu'apparut le néo-institutionnalisme (chez des universitaires aux origines exclusivement urbaines), puisqu'aussi bien c'est d'abord aux USA, pointe avancée de l'économie contemporaine, que se fit l'apparent découplage entre économie et nature.

vers l'aval, c'est-à-dire vers la révolution industrielle et la saga de la croissance libérée, des travaux d'histoire économique, décalage dont on ne saurait trop souligner la signification puisque, des fondateurs de l'approche historique de l'économie (par exemple Schmoller) aux néo-malthusiens qui après la seconde guerre mondiale assurèrent le triomphe académique de cette discipline, c'étaient au contraire toujours les époques pré-industrielles qui avaient été privilégiées. Dans ce contexte, sauver la légitimité de l'histoire économique médiévale et moderne ne peut passer que par la démonstration de la fausseté des thèses néo-malthusiennes, d'où la popularité, chez les historiens néo-institutionnalistes actuels de l'économie médiévale et moderne, de cette approche, qui fait que la périodicité de cette économie, due à l'existence de seuils écologiques, est non plus seulement ignorée comme chez un Douglass C. North, mais bel et bien déniée⁶⁸.

En quoi peut-on au contraire considérer que l'étude du Moyen Âge (mais en fait de n'importe quelle civilisation préindustrielle), et d'un Moyen Âge à propos duquel on n'ignore ni ne dénie le rôle crucial qu'y jouait la nature comme force productive, est susceptible d'être d'intérêt pour le présent ? En ce qu'elle nous rappelle combien le monde dans lequel nous avons vécu pendant un siècle et demi était étrange, combien sa croissance putativement sans limite était improbable, et combien le degré de développement matériel qui le caractérisait était exceptionnel, et voué à la rester, et donc chimérique. Insister sur l'analogie, au niveau des forces productives, entre le Moyen Âge et notre monde, revient alors à porter notre regard moins sur le passé, ni non plus sur le présent,

68 Cf. notamment S. R. EPSTEIN, *Freedom and Growth : The Rise of States and Markets in Europe (1300-1750)*, London, Routledge, 2000 (Routledge explorations in economic history, 17) ; J. HATCHER, *Modelling the Middle Ages : The History and Theory of England's Economic Development*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

que sur notre futur. En faisant apparaître comme une très temporaire illusion ce que nous avons pris pour les commencements d'une nouvelle ère infinie (souvenons-nous des récentes vaticinations sur « la fin de l'histoire »⁶⁹), l'analogie médiévale (ou moderne, ou extra-européenne : comme l'on voudra ; mais préindustrielle en tout cas) permet de remettre dans sa juste perspective historique notre société ; ainsi, par exemple, peut s'apercevoir qu'à l'aune de leurs conséquences de très long terme les innovations technologiques ayant permis l'utilisation des énergies fossiles (machine à vapeur puis moteur à explosion) n'auront eu de réelle importance que par les catastrophes qu'elles engendrèrent⁷⁰ – catastrophes dues non à ces techniques elles-mêmes mais à l'utilisation insensée qui en fut faite par le capitalisme. Finalement, et fondamentalement, ce que permet l'analogie avec les sociétés préindustrielles, c'est de s'apercevoir qu'assurer durablement la reproduction au moins à l'identique d'un système social, n'a rien d'une question triviale, et qu'à l'avoir considérée comme telle, à l'avoir ignorée donc, nous ne sommes parvenus qu'à la rendre immaîtrisable. C'est s'apercevoir aussi, corrélativement, qu'au contraire la notion de développement durable, pour ne pas être un franc oxymore, néanmoins joint deux termes largement contradictoires, et ne saurait donc être simple adjonction d'un adjectif à une logique pour l'essentiel conservée mais au contraire renversement des priorités. L'analogie, alors, parce qu'elle sert aussi à pointer les différences entre ce que l'on compare, permet de s'interroger sur ce qui, des

69 F. FUKUYAMA, *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press, 1992 (traduction française : *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992).

70 Bouleversement climatique, et disparition des ressources mêmes autour desquelles s'était restructuré le système productif dans son ensemble (dans ses procédés techniques aussi bien que dans la division du travail en multiples processus indépendants et que dans son organisation géographique, tous éléments entièrement déterminés par le coût quasiment nul de l'énergie fossile).

transformations extraordinaires qui ont caractérisé le monde contemporain, à la fois peut et doit être conservé, et comment : au hasard, la différence radicale, positive, et *sustainable*, entre le Moyen Âge et nous, tient-elle à notre capacité à nous déplacer comme d'ultra-rapides totos (voiture, avion, etc.)⁷¹, ou à nos moyens de traiter l'information (i.e. l'informatique) ? On le voit, la réflexion sur l'analogie médiévale pourrait nous aider à éviter que le brutal retour de bâton d'une nature trop longtemps oubliée, parce que nous l'anticiperions et le gérerions en fonction d'objectifs moins absurdes que la reproduction d'une civilisation qui n'est pas viable, ne se transforme en avènement d'un monde moins médiéval que moyenâgeux, « madmaxien ».

c) L'histoire (médiévale) comme prophylaxie intellectuelle ?

Que ce soit par le recours à la figure des origines, comprises comme fondatrices par leur ancienneté d'une valeur, ou par le biais de l'analogie, vectrice de discours beaucoup plus divers, l'histoire (médiévale), lorsqu'elle est mobilisée pour comprendre le présent, fait généralement l'objet d'usages idéologiques qui pervertissent profondément la compréhension et du passé et du présent. Encore une fois, cela ne signifie nullement que tout usage fait de l'histoire pour comprendre le présent soit nécessairement idéologique (et l'on pourrait aussi bien argumenter que toute compréhension du présent qui ne se fonderait pas entre autres sur l'analyse du rapport de ce dernier au passé, serait au risque d'être idéologique), mais que le danger toujours est présent. On pourrait donc voir la justification, sociale aussi bien qu'intellectuelle, sociale parce qu'intellectuelle, de l'étude de l'histoire (médiévale),

71 À moins que l'on ne préfère l'image de ces poulets qui continuent à courir avec ardeur quoiqu'on leur ait déjà coupé la tête.

dans la nécessité de s'opposer à ses travestissements idéologiques en donnant les moyens intellectuels de les réfuter.

À l'entendre strictement, l'argument présente toutefois une difficulté dirimante. Il signifierait en effet que l'étude de l'histoire (médiévale) n'aurait de justification que lorsqu'il s'agirait de se donner les moyens de déconstruire les mythes historiques (médiévalistes). Or d'une part l'on voit alors mal comment pourrait être *a priori* distingué ce qui est mythe historique (médiévaliste) de ce qui ne l'est pas, puisque si, dans cette optique, seule l'étude objective de l'histoire (du Moyen Âge) serait susceptible de dire ce qu'était réellement cette histoire (par opposition aux mythes qui en sont véhiculés), cependant une telle étude n'y serait justifiée, donc rendue possible, que par réaction à la propagation de mythes historiques (médiévalistes) ; l'identification du problème ne serait donc possible que grâce à une étude qui ne serait pourtant justifiée que par l'existence même du problème, dans la mesure où elle en serait la résolution – soit le problème classique de la poule et de l'œuf, mais où il ne pourrait y avoir ni poule ni œuf⁷² ... D'autre part et surtout, rien ne permet d'apercevoir en quoi serait garantie la nature objective de cette étude de l'histoire (du Moyen Âge), c'est-à-dire en quoi la différence par rapport au mythe historique (médiévaliste) auquel elle s'opposerait ne serait pas une simple différence de positionnement idéologique plutôt que la différence, fondamentale, entre une approche instrumentaliste de l'étude de l'histoire (médiévale) et une approche scientifique. En effet, alors que cette dernière se définit par la recherche de la logique d'ensemble de son objet (dans la mesure où elle seule permet d'en rendre compte adéquatement), limiter l'étude de l'histoire (du

72 Où l'on voit qu'à chercher à justifier par son utilité sociale (par l'entremise de son utilité intellectuelle) l'étude de l'histoire (du Moyen Âge), on en empêche en fait la réalisation, et par là l'utilité sociale.

Moyen Âge) à une fonction d'hygiène rationaliste signifierait qu'elle n'envisagerait de son objet que ce qui sert de support à une élaboration idéologique, ce qui suffirait à en faire elle-même une activité irrationnelle (à supposer même que soient résolus – ce qui est pourtant impossible – et le problème de l'identification *a priori* de ce caractère idéologique, et celui des garanties qui pourraient être apportées quant à la nature non idéologique de l'étude subséquente). En effet, non seulement par là serait rendue impossible la compréhension de l'histoire (du Moyen Âge), puisque n'en serait étudié que ce qui fait l'objet de mythes historiques (médiévalistes), mais par ailleurs serait aussi bien, et par cette raison même, rendu impossible le but unique assigné à l'étude de l'histoire (du Moyen Âge), soit la mise à bas des mythes historiques (médiévalistes). Ceci parce que, puisque la compréhension réelle de l'histoire (du Moyen Âge) serait impossible, aucun argument probant ne pourrait donc être opposé auxdits mythes.

Mais, pour essentielle que soit ainsi la difficulté d'une justification de l'étude de l'histoire (médiévale) par le déboulonnage des mythes historiques (médiévalistes), elle semble cependant pouvoir être aisément tournée. Pour cela, il suffit en effet de reconnaître que l'étude de l'histoire (médiévale) ne peut assumer l'utilité visée que si la réalisation de cette étude n'est pas directement subordonnée à l'atteinte de cette utilité : que si donc l'histoire (médiévale) est étudiée en et pour elle-même et non pas uniquement pour réfuter les mythes historiques (médiévalistes), parce que c'est ainsi seulement qu'elle peut devenir capable d'assurer cette réfutation. Il apparaît donc essentiel de distinguer nettement deux fonctions : d'une part l'étude de l'histoire (médiévale) en elle-même et pour elle-même, et d'autre part l'usage du savoir ainsi produit pour en faire un élément de compréhension du présent (étant entendu que, comme je l'ai déjà dit, un tel usage ne peut être fait de façon pertinente que par qui se spécialise

dans l'étude du présent, et non dans celle du passé). Une telle distinction se heurte certes à la compréhension usuelle qu'ont les historiens (médiévistes) de leur activité, puisque non seulement ils réclament un monopole sur l'interprétation historique du présent, dont ils seraient seuls capables dans la mesure où toute analyse mettant en jeu le passé (médiéval) devrait être leur exclusive, mais que par ailleurs ils revendiquent l'influence des questions que pose le présent sur la façon dont ils formulent leurs enquêtes sur le passé (médiéval)⁷³, en tant que cela permet directement

73 Essentielle dans cette double rupture qu'a représenté la monopolisation par les historiens de l'analyse du passé (y compris lorsqu'elle n'avait pour objet que la compréhension du présent), et leur revendication d'une influence directe des problèmes du présent sur leur analyse de l'histoire, a été la fondation par Marc Bloch et Lucien Febvre des *Annales d'histoire économique et sociale*. En effet, il s'agissait par là d'une part d'occuper un champ d'investigation, celui de l'histoire économique et sociale, qui jusque là avait été couvert par une revue qui émanait non pas des facultés d'histoire mais de celles de droit (la *Revue d'histoire économique et sociale*, fondée en 1903), même s'il est vrai que cette monopolisation historique du passé que porte la fondation des *Annales* reste généralement inaperçue, ou plutôt apparaît renversée en son contraire en raison du discours par ailleurs tenu par les mêmes Bloch et Febvre quant à la nécessité de l'adoption par les historiens de méthodes économiques, sociologiques et anthropologiques d'analyse du passé, ouverture des historiens sur les méthodes d'autres disciplines qui masque que dans le même mouvement ils excluent ces autres disciplines de l'étude légitime du passé ; en effet, le moindre des buts de cette ouverture méthodologique n'était pas de légitimer le monopole des historiens sur le passé grâce à l'adoption de ces méthodes d'autres disciplines, et par là de délégitimer l'intervention de ces disciplines dans l'analyse du passé. D'autre part, si les fondateurs des *Annales* revendiquaient ainsi le monopole des historiens sur l'étude du passé, ce n'était qu'en tant que pour eux ces derniers devaient représenter les intérêts cognitifs du présent ; ainsi lorsqu'en 1930 Lucien Febvre veut justifier le lancement par les *Annales* d'une enquête sur « le problème historique des prix », il commence par cette affirmation : « Le problème des prix : quelle en est l'importance, aujourd'hui, dans tous les domaines de la vie économique et sociale d'un univers profondément troublé ! », ce qui, après une décennie marquée par la question de la « vie chère » et à l'orée d'une période

de poser l'activité historique comme mode de compréhension du présent (puisque l'activité historique porte ainsi sur des thèmes qui sont ceux posés par le présent même, par les problèmes qu'il fait surgir), et par là de la justifier (aux yeux, du moins, de ceux que ne préoccupe que le présent). Par rapport donc à la distinction que je propose entre deux fonctions nettement séparées, et dont l'une (l'usage, pour la compréhension du présent, de l'analyse du passé [médiéval]) est nécessairement subordonnée à l'autre (parce qu'elle y trouve sa condition de possibilité), la compréhension usuelle par les historiens (médiévistes) de leur activité non seulement refuse cette stricte distinction (pour n'y voir que deux facettes d'une seule et même activité, la leur), mais par ailleurs renverse le rapport de subordination, non bien sûr parce que l'analyse du présent serait comprise comme la condition de possibilité de l'étude du passé (médiéval), mais parce qu'elle est perçue comme ce qui en détermine les formes concrètes. Il n'en reste pas moins que seule une telle distinction entre d'une part la production de la compréhension du passé, et d'autre part son usage pour l'analyse du présent, permettrait d'éviter les travestissements idéologiques de l'histoire (médiévale) issus de son utilisation pour la compréhension du présent⁷⁴ dans la mesure où, à l'histoire (médiévale) écrite uniquement en fonction d'enjeux de présentation idéologique du présent, pourrait être opposée l'histoire (médiévale) écrite dans l'abstraction des enjeux

où c'est au contraire la déflation qui devient à l'ordre du jour, les deux par contraste avec la grande stabilité des prix qui prévalait avant la première guerre mondiale, indique clairement où l'historien puisait l'inspiration de ses thèmes (L. FEBVRE, « Le problème historique des prix », *Annales d'histoire économique et sociale*, vol. 2, n° 5, Janvier 1930, p. 67).

⁷⁴ Ce qui ne veut bien sûr nullement dire que serait par là évité tout travestissement idéologique de l'histoire (médiévale), ceux-ci pouvant emprunter des voies bien plus détournées que celles, directes, de l'usage idéologique de l'histoire (médiévale) pour la compréhension du présent.

(idéologiques comme non idéologiques) de compréhension du présent. Ainsi se trouveraient résolus les deux problèmes précédemment pointés, puisque l'existence d'un discours historien (médiéviste) autonome permettrait d'aisément repérer, par leurs différences avec ce dernier, les mythes historiques (médiévalistes), et puisque par ailleurs le fait que ce discours serait analysé de la logique d'ensemble des sociétés historiques (médiévales) rendrait possible d'opposer des arguments objectifs à ces mêmes mythes, et par là de dévoiler la rationalité exclusivement idéologique de ces derniers⁷⁵.

Mais de ce que l'étude de l'histoire (médiévale) soit ainsi en mesure, pour autant qu'on la laisse se développer par et pour elle-même, d'assurer sa fonction intellectuelle de réfutation des mythes historiques (médiévalistes), on ne peut pour autant inférer qu'elle serait *ipso facto* capable d'assumer la fonction sociale correspondante, soit la mise à bas desdits mythes. En effet, pour être capable de démonter ces mythes un par un, elle n'en reste pas moins bien en peine d'empêcher ceux qu'elle a ainsi invalidés d'être aussitôt remplacés par d'autres. Ceci parce que la stratégie qui consiste, pour contrer les mythes historiques (médiévalistes), à n'étudier que l'histoire (médiévale), revient à ne se pencher, pour les pallier, que sur les effets, et non sur leur cause (qui est en l'occurrence la société qui produit ces mythes) ; autant vaut de dire que la fonction qui serait ainsi assignée à l'historien (médiéviste), et qui serait présumée fonder son utilité, reviendrait à contrer au coup par coup des manifestations contingentes sans être capable de porter atteinte à leur principe de production – et ainsi les mythologies historiques (médiévalistes) ne seraient, face

75 Par ailleurs, le bénéfice d'une telle séparation stricte des fonctions ne se limiterait pas à la capacité ainsi assurée de contre intellectuel, puisqu'aussi bien ce seraient les conditions d'un usage pertinent du passé (médiéval) pour la compréhension du présent qui se verraient ainsi assurées (cf. page 62 sqq). Le gain serait donc non pas seulement négatif mais également positif.

aux historiens (médiévistes) se dédiant à leur destruction, que comme l'hydre de Lerne : invincibles. Or que pourrait valoir la justification par une fonction que l'on serait incapable de remplir réellement ?

Est-ce alors à dire, indissolublement, que et la lutte contre les mythes historiques (médiévalistes), et la justification de l'étude de l'histoire (médiévale) par sa fonction de prophylaxie intellectuelle, seraient vaines ? Non pas, mais pour leur conférer une efficacité il convient de s'apercevoir que cette justification n'a de portée que très limitée, parce que cette lutte se fait essentiellement autrement que par l'entremise de cette étude. En effet, l'étude de l'histoire (médiévale) ne permet que de produire le constat de l'existence de mythes historiques (médiévalistes), de dévoiler la nature idéologique de certains discours sur l'histoire (médiévale) : elle révèle l'existence d'un problème intellectuel (pourquoi est-il nécessaire de travestir telle réalité passée ?), mais seul un spécialiste du contemporain est capable d'en trouver la solution, c'est-à-dire de mettre à jour les structures actuelles qui rendent nécessaires la présentation idéologique de telle réalité passée. Cela encore toutefois ne peut suffire à assurer la fonction de prophylaxie intellectuelle (qui ne se trouve donc pas simplement reportée, pour l'essentiel, de l'historien [médiéviste] sur le spécialiste du contemporain), dans la mesure où ni l'identification d'un phénomène ni le dévoilement de ses causes ne suffisent jamais à eux seuls à supprimer ledit phénomène – le diagnostic n'est jamais que la condition de la thérapeutique, de même que l'identification de manifestations comme étant symptomatiques n'est que la condition du diagnostic. Ce qui en effet est requis, une fois identifiées les causes du mythe historique (médiévaliste), c'est l'action, politique nécessairement (en un sens très large de cet adjectif⁷⁶), sur

76 Et un sens en tout cas sans rapport avec l'activité professionnalisée confiscatoire à quoi renvoie ce terme dans les dites démocraties représentatives.

ces causes. Ce n'est donc pas tant l'étude de l'histoire (médiévale) qui est insuffisante pour assurer la fonction qu'on lui assigne, que l'étude elle-même, qui doit se résoudre à l'action et en l'action.

La justification de l'étude de l'histoire (médiévale) par sa fonction de prophylaxie intellectuelle relative aux mythes historiques (médiévalistes) apparaît donc finalement comme de portée et de valeur bien moindres qu'initialement envisagées, puisque l'étude de l'histoire (médiévale) ne se trouve plus assurer, dans l'effectuation de cette fonction, que le rôle d'une condition, certes nécessaire, mais en aucun cas suffisante, et qui ne fait qu'enclencher un processus dont les étapes essentielles se situent ailleurs. Là cependant n'est pas le seul bémol à apporter à la pertinence d'une telle justification – ce qui ne doit pas être confondu avec la dénégation de cette justification, mais signifie simplement qu'elle ne peut à elle seule prétendre fonder la légitimité de l'étude de l'histoire (médiévale). En effet, dans la mesure où le rôle idéologique direct de l'histoire (médiévale) a, on l'a déjà vu, considérablement décru, autant dire que si l'on veut justifier l'histoire (médiévale) par sa contribution à cet enjeu idéologique (c'est-à-dire par sa capacité à le désamorcer), ce n'est pas seulement que celle-ci est, on vient de le dire, relativement mince, mais que celui-ci aussi bien est faible, et avec lui cette justification, puisque le médiéviste n'a aujourd'hui plus jamais à lutter que contre des mensonges d'une médiocre efficacité dans le corps social, sans commune mesure avec les productions idéologiques véritablement influentes, et qui pourraient donc légitimement sembler requérir l'emploi de forces que l'étude de l'histoire (médiévale) ne ferait elle que gaspiller. Et si la relativisation de l'importance de la fonction prophylactique de l'étude de l'histoire vaut pour celle-ci en général, elle concerne plus encore l'histoire médiévale dans la mesure où la centralité du Moyen Âge dans la justification historique de la société contemporaine

(justification historique elle-même en perte de vitesse), et donc dans la production de mythes historiques, ne cesse de décroître, en lien avec le présentisme qui caractérise notre société. Ainsi les débats publics relatifs à l'histoire, où jamais sa fonction idéologique n'apparaît plus clairement, ne portent-ils aujourd'hui généralement plus que sur l'histoire contemporaine (cf. récemment en France la polémique autour du caractère « globalement positif » de la colonisation, antérieurement en Allemagne celles relatives aux agissements de la *Wehrmacht* pendant la seconde guerre mondiale ou à Goldhagen, et en Israël les controverses autour de la relecture par les « nouveaux historiens » de la fondation de l'État hébreu). Autant, dans ce passé pas si lointain où la répartition des *Reihengräber* d'époque mérovingienne ou le partage de Verdun de 843 étaient utilisés pour étayer des revendications territoriales, et où la rhétorique eschatologique et universaliste de l'empire ottonien était présentée comme le fondement historique justifiant le millénarisme et les ambitions européennes nazis, les médiévistes pouvaient avoir un rôle essentiel à jouer pour replacer ces éléments historiques dans leur contexte réel, irréductible aux phantasmes contemporains⁷⁷, autant voir dans cette fonction la

77 Même si concrètement leur rôle a bien plutôt consisté à conférer une dignité académique à ces délires, ce qui amène à interroger la pertinence d'une justification de l'étude de l'histoire (médiévale) par la fonction prophylactique des historiens (médiévistes), tant ceux-ci ont bien plus souvent assumé le rôle de boue-feux idéologiques, du moins tant que l'histoire (médiévale) avait une importance idéologique réelle. On peut à cet égard émettre l'hypothèse que tant qu'une fonction idéologique est essentielle les dominants mettent tout en œuvre pour s'assurer de son contrôle, à la fois en intégrant au groupe dominant ceux qui l'assument (car si les universitaires appartiennent aujourd'hui à la fraction dominante du groupe dominé, c'est de la fraction dominée du groupe dominant qu'ils relevaient hier : vers 1900, un professeur de l'université de Paris gagne autant qu'un inspecteur des finances ; C. CHARLE, *La république des universitaires (1870-1940)*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, p. 67 (L'Univers historique)) et en les soumettant à un contrôle direct (ainsi les universités prussiennes de la fin du XIXe

justification aujourd'hui de l'histoire médiévale, serait accepter pour cette dernière une place qui ne saurait être que périphérique, marginale, et appelée à le devenir toujours plus.

Que la fonction d'hygiène de l'intellect que peut assurer l'étude de l'histoire (médiévale) ne puisse suffire à fonder la légitimité d'une telle étude ne signifie cependant en rien que cette fonction soit dépourvue d'importance et, pour ne pouvoir être la justification de l'existence de l'historien (médiéviste), elle n'en est pas moins son devoir (ou plutôt l'un de ses devoirs, civique et non pas intellectuel). Elle représente en effet le rôle citoyen qui découle de son activité, comme une conséquence certes secondaire mais néanmoins nécessaire – mais nullement comme une cause suffisante, comme une fin. Si la fonction de rappel public à l'objectivité ne peut à elle seule permettre de justifier l'activité de l'historien (médiéviste), par contre la non-utilisation par ce dernier de son savoir spécifique, dans la sphère publique, contre les usages idéologiques faits de l'histoire (du Moyen Âge), serait elle injustifiable⁷⁸.

siècle se trouvaient-elles sous la férule étroite de Friedrich Althoff, directeur du ministère de l'Éducation qui avait la haute main sur les nominations de professeurs), tandis qu'à partir du moment où une telle fonction idéologique n'est plus que secondaire ils ne cherchent plus à contrôler aussi étroitement un groupe avec lequel ils ne se reconnaissent plus rien en commun. Ainsi la fonction prophylactique des historiens (médiévistes) par rapport aux usages mythologiques de l'histoire (médiévale), loin d'être pour eux le moyen de regagner leur importance perdue en excipant de leur utilité, n'est-elle finalement que la conséquence de cette perte d'importance, en ce que seule celle-ci leur confère l'autonomie qui leur permet d'exercer cette fonction.

78 Ainsi, face à l'usage idéologique (fondé sur la figure de l'origine) fait de l'histoire médiévale par S. GOUGUENHEIM, *Aristote au Mont-Saint-Michel*, *op. cit.*, usage idéologique correspondant en fait simplement à un discours sur notre présent, a été opposée une réaction à la fois publique (« Oui, l'Occident chrétien est redevable au monde islamique », *Libération*, 30 avril 2008, article publié par 56 chercheurs en histoire et philosophie médiévales) et scientifique

2) *L'altérité comme atout ?*

Dans la mesure où la construction d'un rapport entre le Moyen Âge et le présent (que ce rapport soit de procession ou d'analogie, et que l'on envisage la contribution active du médiéviste à sa construction, ou au contraire le combat contre les usages idéologiques qui en seraient fait) ne peut suffire à justifier intellectuellement l'étude du Moyen Âge, et au contraire le plus souvent la disqualifie (intellectuellement, sinon socialement) en la transformant en simple vecteur d'enjeux contemporains qu'elle ne sert qu'à masquer pour mieux les servir, il peut paraître tentant de renverser l'argumentation justificatrice. La raison pour laquelle étudier le Moyen Âge serait donc que c'est un objet qui nous est étranger, et qui de ce fait nous autorise plus facilement une approche abstraite de nos intérêts et enjeux immédiats, ce qui donc nous rend plus aisée la compréhension, à travers lui, de cet objet plus général, et qui est le seul véritable pour tout praticien des sciences sociales, qu'est le fonctionnement d'une société humaine⁷⁹. Dans ce cadre, et l'éloignement toujours plus grand de notre monde d'avec le Moyen Âge, et la perte de vigueur du recours idéologique à l'histoire en général et au Moyen Âge en particulier, soit précisément ce qui semblait saper l'utilité intellectuelle aussi bien qu'idéologique de l'étude du Moyen Âge, et par là sa justification, apparaissent au contraire comme les conditions nécessaires d'une utilité intellectuelle bien comprise ; ainsi, jamais l'étude de l'histoire, et tout particulièrement de l'histoire du

(Les Grecs, les Arabes et nous : enquête sur l'islamophobie savante, P. BÜTTGEN, A. de LIBERA, M. RASHED et I. ROSIER-CATACH (dir.), Paris, Fayard, 2010 (Ouvertures)).

⁷⁹ Et c'est effectivement une raison de cet ordre qui m'a amené à chercher à redoubler l'altérité en travaillant non pas seulement sur la période médiévale, mais aussi sur un pays qui n'était pas le mien, en l'occurrence l'Allemagne – excellent moyen d'éviter les présupposés nationalistes qui ont si fortement structuré l'historiographie médiévale, et y persistent à l'état d'héritage.

Moyen Âge, n'aurait été plus utile, parce que plus sereinement possible, qu'aujourd'hui.

Mais dans ce cas, d'une part il est des objets sociaux qui nous sont encore plus étrangers, et qui donc devraient être encore mieux à mêmes de nous assurer les conditions d'une recherche fructueuse. Il s'agit, pour rester dans le champ de l'histoire, de l'Antiquité, qui précisément a vu se développer des approches aussi remarquablement novatrices que celles de Jean-Pierre Vernant, Pierre Vidal-Naquet et Marcel Détiéne. Et surtout, en sortant du champ de la seule histoire, il s'agit de l'ensemble de l'anthropologie traditionnelle⁸⁰ – ce terreau plus fertile que tout autre de la science sociale du XXe siècle –, qui porte elle sur des civilisations dont les vestiges ne nous entourent pas, dont les structures n'affleurent pas encore par endroit dans notre monde contemporain, et dont les mots ne restent pas (quelques transformations fondamentales qu'ait pu connaître leur sémantique) pour partie les nôtres. Avec par surcroît pour l'anthropologie cet avantage que l'expérience de l'altérité s'y fait de manière on ne peut plus directe, et non comme pour l'historien (médiéviste) par le truchement de vestiges textuels et matériels, toujours plus faciles à plier apparemment à nos logiques interprétatives que l'irréductible étrangeté d'un comportement vécu, et qui ne risquent pas, contrairement à l'informateur, de s'élever contre, et de ruiner, l'interprétation que l'on en produit, si elle ramène l'altérité au connu.

D'autre part et surtout, ce serait se leurrer profondément que de croire que la nature de l'objet d'étude pourrait suffire, à elle seule, à rendre notre démarche objective, puisque cela seul qui disparaîtrait de notre idéologie n'en serait précisément que l'écume, l'accessoire, la réalisation concrète dans des intérêts sociaux directs, et non pas l'essentiel, la structure même, le principe de production des réalisations idéologiques concrètes. Pour le

⁸⁰ Mais l'on pourrait en dire autant de l'histoire, en développement, des mondes non-occidentaux.

dire plus concrètement : si lorsque j'étudie, par exemple, la crise de 1929, viennent polluer mon analyse des controverses actuelles sur le rôle de l'État dans la conduite de l'économie, sur l'effet des politiques monétaires, etc., ce qui ainsi vient s'entremêler sur l'analyse historique, ce ne sont que des débats à l'intérieur d'un horizon idéologique donné, qui lui reste inaperçu (justement parce que l'on se focalise sur ces débats), donc non soumis à controverse, et n'en imprègne par là que plus fortement l'analyse historique ; or lorsque j'étudie l'économie médiévale, si de tels débats disparaissent, par contre cet horizon est toujours identiquement présent et incontesté, et d'abord dans la définition même de mon objet, l'économie⁸¹, mais aussi dans les mécanismes interprétatifs, les schèmes d'analyse utilitaristes fondés sur la valeur d'échange que je mets en œuvre parce que je n'envisage même pas la possibilité de l'existence d'autres schèmes interprétatifs. Non seulement il n'y a donc pas d'avantage, sous cet aspect, à travailler sur une société définie (telle que peut l'être la société médiévale) par son altérité, mais le risque est grand qu'un objet de ce type, tant il permet de se sentir abstrait des débats explicites usuels, fermement protégé par sa tour d'ivoire contre toute ingérence du présent, ne procure un sentiment erroné de sécurité épistémologique, et amène à baisser la garde de la réflexivité⁸². Au contraire, lorsque

81 Pour une critique de l'importation irraisonnée de la notion d'économie dans l'étude du Moyen Âge, cf. la première partie (« Wirtschaftsanthropologie als Chimäre ») de J. DEMADE, « Grundrente, Jahreszyklus und monetarisierte Zirkulation. Zur Funktionsweise des spätmittelalterlichen Feudalismus », *Historische Anthropologie*, vol. 17, n° 2, 2009, p. 222–244, en l'occurrence p. 222-227.

82 Combien de médiévistes ne s'estiment-ils pas quittes de toute réflexion quant au placage qu'ils opèrent, sur les réalités médiévales qu'ils analysent, de notions contemporaines, et de l'idéologie qu'elles véhiculent implicitement (en tant qu'elles sont le reflet biaisé des structures concrètes contemporaines, dont elles ont pour objet d'assurer la reproduction) et en fonction desquelles elles restructurent la réalité analysée, rendue ainsi non pas seulement

nous travaillons sur le plus proche de nous, l'emprise sur nos analyses de réflexes intellectuels inculqués, de présupposés, est si péniblement évidente pour qui ne se satisfait de n'être que le fidèle perroquet des discours ambiants⁸³ que, de proche en proche, en les déconstruisant progressivement, on peut finir par devenir plus aisément attentif à des schèmes plus profondément ancrés.

Ce n'est ainsi sans doute pas un hasard si l'un des analystes du monde social qui a le plus fortement mis au centre de sa recherche le travail réflexif, et l'a fait le plus progresser en mettant notamment au jour les schèmes invariants inaperçus de l'analyse intellectuelle du monde social, Pierre Bourdieu⁸⁴, a très largement travaillé sur ses

incompréhensible, mais transformée en moyen de la reproduction idéelle de notre propre société, dès lors qu'ils ont, d'un geste d'une audace critique à nulle pareille, habillé ces notions de guillemets ? Guillemets qui, s'ils manifestent qu'ils perçoivent la difficulté inhérente à ce placage, témoignent aussi bien de ce qu'ils ne la prennent pas au sérieux, parce qu'ils sont incapables d'en mesurer toute l'ampleur, puisque la réponse qu'ils y apportent n'est qu'une pirouette qui finalement ne change rien, fors le faux-semblant de réflexivité qu'elle placarde au vu et au su de tous – et qui finalement n'en rend que plus aisée, puisqu'ainsi la conscience critique est à bon compte apaisée, l'importation sauvage de conceptions anachroniques. Il y a là une attitude qui est à la réflexion intellectuelle ce que, dans l'ordre de l'hygiène domestique, représente le fait de balayer la poussière sous le tapis. (Précisons qu'un tel comportement n'est bien sûr nullement l'apanage des seuls médiévistes, et peut aussi bien se retrouver chez tous les types d'analystes de sociétés autres que la nôtre.)

83 Ce qui n'est pas si aisé dans la mesure où, ces discours ayant pour caractéristique d'être (apparemment) antagoniques (en ce sens où s'ils ont des structures identiques ils les réalisent différemment), ceux qui les reprennent ont l'impression d'exercer leur faculté de jugement autonome en se décidant pour tel type d'argumentation commune plutôt que pour tel autre, sans s'apercevoir que le choix auquel on les somme de procéder n'est qu'un leurre.

84 P. BOURDIEU, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, p. 22-41 (Le Sens commun). Il n'est pas sans intérêt de rappeler que la charge menée ici par Pierre Bourdieu vise Claude Lévi-Strauss, exemple paradigmatique du chercheur qui s'est consacré à l'altérité sociale radicale, et dont Pierre Bourdieu montre combien la théorie

milieux même d'appartenance sociale (la paysannerie béarnaise, les grandes écoles parisiennes et le monde académique français). Et ce serait une profonde erreur que de croire que l'aspect réflexif de son travail se serait limité à ce choix d'objets qui lui étaient si proches, dans la mesure où ceux-ci ne lui étaient en fait qu'un moyen, par la suppression qu'ils autorisaient de la distance entre l'observé et l'observateur (distance constitutive de la relation usuelle d'analyse), de lui rendre saisissables des modes de penser qui pour lui être propres (c'est-à-dire propres à la position sociale qu'il occupait et à la fonction qu'il remplissait) n'étaient pas réductibles à son appartenance à ces milieux spécifiques, mais revêtaient bien plutôt la valeur générique de l'*habitus* de l'intellectuel, du rapport intellectuel au monde. Pour le dire autrement, ce n'est pas directement par le biais de son travail sur les élèves des grandes écoles ou sur les universitaires français que Pierre Bourdieu cherchait à reconstituer l'*habitus* intellectuel, puisqu'aussi bien celui-ci est d'une valeur bien plus générale que ces deux objets (tandis que réciproquement ces deux objets recouvrent un ensemble de problématiques irréductibles à la seule question de la nature de l'*habitus* intellectuel), mais indirectement par l'entremise du rapport spécifique (d'identité) que généraient pour lui ces objets entre l'observateur et l'observé, raison pour laquelle un objet aussi différent que pouvait l'être la paysannerie béarnaise, lui faisait dans cette quête aussi bien affaire. Que le travail réflexif de Pierre Bourdieu ne se soit pas limité au choix, comme objet d'étude, de ses propres milieux d'appartenance, preuve en est qu'il a identiquement mené

structuraliste doit à son *habitus* d'intellectuel, consiste en la rétroprojection sur son objet d'étude de cet *habitus*, tant et si bien que la compréhension dudit objet en devient profondément pervertie. Plus généralement (et sans qu'ici Claude Lévi-Strauss soit par contre en rien concerné), on sait aujourd'hui combien l'anthropologie et l'ethnologie traditionnelles, sciences par excellence de l'altérité, ont pu, en tant que sciences et technologies coloniales, être des disciplines de part en part idéologiques.

ce travail réflexif à travers l'observation de ce qui lui était au contraire le plus éloigné (la société traditionnelle kabyle), l'extension et la réduction maximales de la distance par rapport à l'objet de l'observation n'étant finalement pour lui que deux techniques de mise à distance de soi-même (soi-même n'étant ici pas à comprendre en un sens individuel mais social, c'est-à-dire comme l'incarnation d'une position dans un champ).

L'avantage qu'apporte au médiéviste l'altérité (relative) de son objet n'est finalement que ténue puisque si, contrairement à l'analyste du présent, ce n'est pas l'intégralité de sa pensée qui se retrouve agrippée par les discours ambiants, cela tient simplement à ce qu'une partie de ses questionnements, purement contingente historiquement (c'est-à-dire n'ayant de signification que rapportée à la période étudiée, et non pas également pour cet objet plus général qu'est le fonctionnement social), n'offre aucun point d'accroche aux discours contemporains, qui ne les considèrent que comme véniels ; l'autonomie intellectuelle « naturelle » du médiéviste n'a donc d'origine que négative, et ne porte que sur des questions qui n'attendent de réponse qu'érudite, tandis que pour toutes celles qui importent vraiment il n'est pas moins soumis que l'analyste du présent à l'hétéronomie de l'idéologie dans laquelle il ne baigne pas moins que ce dernier. Or non seulement l'avantage n'est donc que bien ténue mais par ailleurs il peut aisément se renverser en son contraire puisque, si l'analyste du présent est au risque de n'avoir de pensée qu'hétéronome tandis que par construction le médiéviste conserve une part (passivement acquise) d'autonomie intellectuelle (ne portant toutefois que sur l'anecdotique), par contre celui qui travaille sur le contemporain a de plus grandes chances de se départir d'une portion plus conséquente de la pensée qui s'impose à lui, parce qu'il est plus susceptible que le médiéviste d'engager ce mouvement de déprise dans la mesure où c'est pour lui le seul moyen d'accéder à quelque autonomie

intellectuelle que ce soit – or, une fois engagé ce mouvement, rien ne permet de prévoir jusqu’où il pourra être mené, mais rien, en tout cas, dans sa cause initiale, n’implique qu’il resterait, comme l’autonomie « naturelle » du médiéviste, cantonné au véniel.

Mais au delà de ces différences l’essentiel n’en reste pas moins que l’altérité n’est pas un donné mais un construit, n’est pas de l’objet mais de l’approche, vient tout entière de la capacité de l’analyste à se déprendre en profondeur de l’idéologie qui le conditionne. Et si c’est bien là ce qui peut fonder une utilité intellectuelle puisque c’est la condition d’une approche objective, on voit que l’étude du Moyen Âge ne peut revendiquer pour elle-même aucune utilité spécifique, aucune distinction par rapport aux autres objets d’étude du social, rien qui la justifierait en particulier. En tout cas, bien loin de résider dans le lien que le médiéviste pourrait établir entre le Moyen Âge et le présent, par le biais des origines ou de l’analogie, son utilité intellectuelle ne lui peut venir que de sa capacité à rompre, non pas avec son présent mais avec les discours de son présent⁸⁵.

85 L’idée de la rupture avec le présent, de la tour d’ivoire comme condition du travail intellectuel, n’est qu’une autre manifestation, nullement propre au médiéviste, de cette forme d’erreur qui produit aussi bien l’illusion de ce qu’en raison de l’altérité de son objet le médiéviste (ou tout autre analyste de sociétés radicalement autres par rapport à la nôtre) n’est pas sujet à une approche idéologique de son objet. Non seulement ce n’est pas du monde dans lequel on vit qu’il faut s’abstraire (à supposer même qu’il n’y ait pas là une très pure contradiction dans les termes, ou plus encore une forme spécifique d’engagement), mais de la façon dont ce monde se vit, se pense, mais par surcroît l’action dans son monde est nécessaire à tout analyste du social de même que l’observation du contemporain est nécessaire à tout historien. Par là en effet, c’est-à-dire par l’expérience de l’inverse de ce qui constitue son activité normale (l’observation, et non l’action, du passé et non du contemporain), et par là seulement, le médiéviste (comme n’importe quel autre historien) devient capable de prendre conscience des limites propres à son approche, qui n’en restent pas moins bien sûr indépassables, puisqu’elles lui sont constitutives (il est certes trivial de dire que

3) Les avantages comparatifs pour la science sociale

On voit donc que la justification spécifique de l'étude du Moyen Âge ne peut se chercher qu'ailleurs que dans le rapport au présent (qu'il soit affirmé – origines et analogie – ou dénié – altérité). Cet ailleurs se détermine par un triple décalage ; d'une part, là où jusqu'ici je me suis borné à raisonner dans les termes d'une dialectique simple passé-présent, il convient de passer à l'analyse d'une multitude de rapports, dont la détermination chronologique (par surcroît non simplement bipolaire) ne soit qu'une détermination parmi d'autres ; d'autre part, alors que l'analyse s'est pour l'instant toujours centrée sur la réalité (en l'occurrence ses qualités intrinsèques d'origine, d'analogie ou d'altérité), c'est désormais sur les usages intellectuels qui en sont fait qu'il faut se concentrer ; enfin, alors que la justification de l'utilité intellectuelle de l'étude

l'historien ne peut agir sur le passé qu'il étudie, mais il faut aussi bien l'affirmer de l'analyste du contemporain qui, s'il doit tout autant que l'historien faire l'expérience de l'action, et non pas seulement de l'observation, ne doit pas la faire à propos de ce sur quoi porte son travail d'analyste, au risque de fausser celui-ci : de ne plus être qu'un « expert », c'est-à-dire un technicien du contrôle social), mais dont la connaissance ne peut que retentir sur la façon dont il comprend son observation du passé, c'est-à-dire tout particulièrement lui faire éviter l'écueil du double intellectualisme qui guette l'historien (en tant qu'analyste, et en tant qu'analyste d'une situation dont on sait déjà sur quoi elle débouche, ce qui renforce la tendance inhérente à l'analyste à surestimer l'importance des déterminations nécessaires et/ou des stratégies volontaires). Observer son présent, et y agir, ne peut que rendre le médiéviste conscient des biais qu'il introduit dans son analyse des actions du passé, et ainsi lui permettre d'y remédier. Il faut avoir soi-même agi pour savoir que la position de l'acteur n'est pas celle de l'observateur, et il faut avoir observé le présent pour savoir que celui-ci, pour l'observateur pas plus que pour l'acteur, ne contient avec certitude son futur, et que celui-ci donc ne peut déterminer ce qui le précède (illusion qui est pourtant la démarche inconsciente de tout historien).

du Moyen Âge par rapport à celle des autres objets de la science sociale, prenait jusqu'ici la forme soit de la coexistence par juxtaposition (dans le cas de l'origine et de l'analogie, puisque la validation de ces justifications de l'étude du Moyen Âge n'aurait en rien interdit de les appliquer aussi bien à l'étude d'autres périodes) soit de la concurrence (avec la justification par l'altérité, puisque dans ce cas ce serait forcément l'objet le plus autre qui devrait être privilégié), il faut maintenant l'envisager dans les termes de la complémentarité⁸⁶. Concrètement, ce n'est plus sur les propriétés intrinsèques de l'objet « Moyen Âge » qu'il convient de s'interroger, ce n'est pas non plus sur les spécificités de ces propriétés par rapport à celles des autres objets de la science sociale, mais sur ces spécificités en tant qu'elles permettent, et elles seules, d'aborder des problèmes cruciaux pour la science sociale, problèmes qu'aucun des autres objets de celle-ci ne permettraient de poser correctement. On voit donc que l'objet « Moyen Âge » est désormais considéré dans ses rapports avec l'ensemble des autres objets possibles de la science sociale (et non plus le seul présent en tant qu'entité indistincte), que tous ces objets (le Moyen Âge y compris) sont analysés non pour eux-mêmes mais pour leur seule valeur heuristique (c'est-à-dire la réfraction que subissent leurs

86 On remarquera que, si les modes de justification compatibles avec la coexistence par juxtaposition permettaient la justification de l'étude d'une multitude d'objets, au contraire de la justification concurrentielle, par contre ils ne permettraient pas de fonder en raison le choix, nécessaire, d'un objet précis, puisque ces objets étaient comme interchangeable. Au contraire, dans le type de justification lié à la complémentarité des justifications des objets, le choix d'un objet peut être ramené rationnellement au choix de la justification spécifique qui est la sienne – tout en gardant bien sûr toujours présent à l'esprit que « c'est ce qui justifie certaines spécialisations [...] dans le sens, infiniment modeste, où les spécialisations sont jamais légitimes, c'est-à-dire comme remèdes contre le manque d'étendue de notre esprit et la brièveté de nos destins » (M. BLOCH, *Apologie pour l'histoire ou : Métier d'historien*, É. BLOCH (dir.), Paris, Armand Colin, 1993, p. 129).

caractéristiques intrinsèques au prisme d'un questionnement intellectuel général quant au fonctionnement des sociétés humaines), et plus exactement leur seule valeur heuristique différentielle (c'est-à-dire leur capacité à fournir des éléments qu'aucun autre objet ne pourrait procurer).

Dans ce cadre, Joseph Morsel a déjà attiré l'attention sur ce qui est sans aucun doute l'essentiel mais que, puisqu'il en a déjà longuement traité, je ne développerai pas : la possibilité qu'offre le « long Moyen Âge » (c'est-à-dire le système féodal des Ve-XVIIIe siècles), et que lui seul offre, d'étudier l'ensemble de la dynamique d'une formation sociale, c'est-à-dire de réaliser ce qui est l'objet même de la science historique⁸⁷ ; il s'agit bien sûr pour le Moyen Âge d'un atout décisif par rapport aux autres objets de la science sociale, puisque lui seul permet d'aborder pleinement une question parmi les plus fondamentales et les plus générales que cette dernière puisse se poser⁸⁸. Je voudrais pour ma part, toujours dans ce

87 J. MORSEL, *L'Histoire (du Moyen Âge) est un sport de combat... Réflexions sur les finalités de l'Histoire du Moyen Âge destinées à une société dans laquelle même les étudiants s'interrogent*, 2007, p. 28-32.

88 Précisons pour éviter toute mécompréhension : en aucun cas cet atout n'est une supériorité du Moyen Âge par rapport aux autres, ou à d'autres, objets de la science sociale. Dans la mesure en effet où le raisonnement ici tourne autour de la notion de complémentarité, dans la mesure donc où l'idée même de concurrence est contradictoire avec l'utilité telle qu'on l'approche ici, les différents objets de la science sociale ont bien chacun leurs avantages comparatifs propres, certes plus ou moins intéressants, mais néanmoins tous nécessaires pour la complétude de la science sociale. Cette nécessité est toutefois de deux ordres : elle renvoie d'une part aux objets sans lesquels la science sociale serait comme impossible, parce que les fonctions qu'ils y assument sont comme les structures porteuses, les organes vitaux de la science sociale (et certainement le Moyen Âge, en tant qu'il permet seul d'étudier l'ensemble de la dynamique d'un système social, fait partie de ces objets) ; d'autre part, il s'agit de la nécessité de la complétude, soit la nécessité d'objets sans lesquels la science sociale ne serait pas parfaite mais dont l'absence pour autant ne l'empêcherait pas de se

cadre des avantages heuristiques comparatifs, pointer une autre caractéristique, tout en reconnaissant par avance qu'à la fois elle est moins complètement centrale par rapport aux questionnements de la science sociale (mais n'en renvoie pas moins à ce que j'ai défini comme nécessité de premier ordre à la page **Erreur ! Signet non défini.**), et que par ailleurs elle ne permet pas de justifier l'étude du Moyen Âge en tant que tel, mais seulement d'une partie de cette période⁸⁹. Cette caractéristique réside dans la nature particulière de la monétarisation partielle qui prévaut à l'époque tardo-médiévale et moderne (soit ce que j'ai appelé, dans le cadre de l'analyse de la formation sociale féodale, le système seigneurial⁹⁰, qui correspond à la fin du « long Moyen Âge »), soit l'omniprésence d'une valeur monétaire (la monnaie comme équivalent général, si l'on préfère) qui n'est pourtant pas la déterminante essentielle des mécanismes de production, circulation et consommation⁹¹ ; ou, pour le dire autrement, le fait que si

réaliser, soit parce que ces objets certes assumeraient des fonctions vitales mais n'auraient aucun monopole sur elles, soit parce qu'ils assumeraient des fonctions non vitales (qu'ils soient ou non les seuls à assumer ces fonctions important alors peu).

89 Je ne prétends ce faisant en rien à l'exhaustivité, puisque je ne fais que souligner l'intérêt heuristique comparatif de *mon* propre objet de recherche ; il est donc possible, ou plutôt vraisemblable, que d'autres médiévistes, en fonction des directions spécifiques de leur travail, pourront trouver d'autres avantages heuristiques comparatifs, d'ordre premier ou second, et ne valant également pas nécessairement justification de l'étude de l'intégralité de la période médiévale. Il y aurait là sans aucun doute une enquête à ouvrir, de réalisation nécessairement collective.

90 Cf. J. Demade, *Essai sur les modes de ponction féodaux. Du servitium aux transactions monétaires sur les denrées*, à paraître.

91 Certes il en allait sans doute de même (suivant des formes et des logiques toutefois radicalement différentes) dans l'empire romain, mais l'avantage comparatif de l'étude du Moyen Âge provient du caractère incomparablement plus riche de la documentation relative précisément à cette monétarisation de la valeur ; au contraire, l'essentiel de la documentation antique, et la partie en croissance de la documentation antique, est de nature archéologique, donc incapable – même lorsqu'il s'agit de trouvailles de monnaies – de

tous les objets ont une valeur d'échange, ils ne fonctionnent pas pour autant, le plus souvent, comme marchandises, c'est-à-dire que les arbitrages des agents relatifs à leur production, leur circulation ou leur consommation ne sont pas effectués en fonction de cette valeur d'échange mais en fonction de leur valeur d'usage. Pour le dire plus concrètement, si dans cette société tout, des moyens de production aux objets de consommation, mais aussi bien les objets sacrés et jusqu'au salut même (les reliques comme les indulgences se vendent), peut être ramené à sa valeur monétaire⁹², ce sont bien pourtant les logiques d'autoproduction, d'autoconsommation, et de circulation non vénale (le modèle de circulation étant la *caritas*) qui y restent dominantes.

Pourquoi y a-t-il là plus qu'une curiosité passablement étrange, plus même que l'une des multiples figures possibles aux hommes pour régler leur rapport aux choses (et par là entre eux), mais bien une réalité dont la compréhension est essentielle à la science sociale ? Parce que cette science sociale n'est pas abstraite, mais est le fait de personnes dont l'horizon de compréhension est déterminé par un temps et un lieu précis : parce que la science sociale est née et s'est développée au sein du système capitaliste, soit le système où non seulement tendanciellement tout est doté d'une valeur monétaire, mais où par ailleurs celle-ci, et celle-ci seulement, oriente l'ensemble des décisions dites économiques (et qui sont

renseigner sur la monétarisation de la valeur des choses et sur l'usage fait de cette valeur monétaire, puisque cette documentation porte sur les choses mêmes – tant et si bien que l'on ne peut même être certain que cette période connaissait elle aussi la forme de monétarisation partielle qui caractérisera les XIVe-XVIIIe siècle.

92 Pour une analyse plus différenciée de ce phénomène : J. DEMADE, « Le paiement par conversion des redevances seigneuriales dans un village franconien au XVe siècle », dans *Calculs et rationalités dans la seigneurie médiévale : les conversions de redevances entre XIe et XVe siècles*, L. FELLER (dir.), Paris, Publications de la Sorbonne, 2009, p. 27–54 (Histoire ancienne et médiévale, 100).

définies comme telles précisément en raison de ce qu'elles s'opèrent en fonction de la valeur monétaire)⁹³. L'idéologie du capitalisme (de même que celle de tout autre système social) conçoit le système social dont elle est issue comme le meilleur possible, et pense les autres systèmes sociaux non comme des réalités *sui generis*, dotées de logiques, de contraintes et d'objectifs propres, mais sur le mode du manque par rapport à ce qui caractérise le capitalisme : comme des systèmes n'ayant pas encore atteint ce qu'atteindra le capitalisme. La science sociale (qui est l'une des facettes de l'idéologie du capitalisme – une de ses facettes qui n'est que potentiellement et non pas substantivement celle qui peut s'en tenir le plus éloignée) est donc parfaitement capable de penser des systèmes sociaux non ou seulement partiellement monétarisés, mais elle ne les pensera normalement que sur le mode du déficit, du non-encore-réalisé, de l'encore-imparfait, comme représentant donc une étape de l'évolution vers l'aboutissement que représente le capitalisme moderne ; plutôt que d'y voir des sociétés où l'argent joue un rôle inassimilable à celui qui est le sien dans le système capitaliste, assure une fonction propre⁹⁴. Par conséquent, quelque partielle qu'elle puisse être, la monétarisation ne

93 Et l'on voit donc tous les problèmes qui peuvent s'attacher au fait de rétrojeter sur des systèmes sociaux autres la notion d'économie, qui ne désigne alors plus qu'un ensemble de pratiques qui n'est unifié ni par la monétarisation des valeurs ni par celle de la prise de décision. Considérer comme homogènes des pratiques qui concrètement ne sont pas ainsi unifiées, uniquement parce que dans notre système elles le sont, est donc s'assurer de les mécomprendre.

94 Il est révélateur à cet égard de noter l'usage qui est fait, pour l'Antiquité, le Moyen Âge ou l'époque moderne, de termes tels que « proto-capitalisme », « bourgeois » ou « entreprise », qui y servent toujours à désigner des réalités concrètement secondaires (mais rarement jugées telles !), dont les analystes considèrent (comme le montre l'usage même de ces termes) qu'elles réalisent *déjà* les logiques qui seront celles du capitalisme, dont elles constituent comme le noyau au sein d'une société qu'elles n'ont pas encore gagnée.

sera pensée que sous les espèces qui sont les siennes dans le capitalisme ; ainsi, notamment, le degré de monétarisation de l'expression de la valeur et le degré de détermination des pratiques dites économiques par la valeur monétaire seront considérés comme allant de pair, puisque dans le capitalisme la monétarisation des deux tend identiquement vers la complétude. Ceci d'autant plus que, la détermination des décisions d'allocation des ressources (dans la production, la circulation et la consommation) n'étant considérée comme rationnelle par l'idéologie capitaliste que lorsqu'elle s'effectue sur la base de la valeur monétaire (puisque'elle seule permet, en assurant leur commensurabilité, de comparer des objets différents de manière à pouvoir arbitrer entre eux sur la base d'un calcul), le degré selon lequel les décisions « économiques » se règlent sur la valeur monétaire doit nécessairement être identique au degré de monétarisation de l'expression de la valeur – puisque comment supposer que l'on ait assuré la généralisation progressive d'un outil (la valeur monétaire étant comprise comme le moyen du calcul économique rationnel) sans que l'on se soit en même temps servi de cet outil ? Ainsi la science sociale, partant de son propre milieu, où valeur et décisions sont tendanciellement identiquement intégralement monétarisées, si elle est parfaitement capable d'envisager (sinon, le plus souvent, de réellement comprendre) des sociétés intégralement non monétarisées, de même que toutes les gradations entre ces deux états extrêmes, ne l'est toutefois qu'en tant qu'elle suppose que la gradation serait de façon identique celle de la monétarisation de la valeur *et* de ses répercussions sur les décisions d'allocation des ressources, parce que le décalage entre ces deux termes serait pour elle comme une impossibilité logique.

Or ce sont précisément ces certitudes apparemment logiques de l'idéologie capitaliste que le cas de la monétarisation spécifique à la fin du long Moyen Âge vient mettre à mal puisque, si elle est monétarisation généralisée

de l'expression de la valeur, elle n'est par contre pas monétarisation généralisée des décisions « économiques »⁹⁵. On ne peut comprendre cette situation, où les agents n'auraient généralisé un guide (la valeur monétaire) que pour ne pas s'en servir, que si l'on admet, précisément, que la valeur monétaire n'est pas un guide comme naturel des décisions « économiques », l'instrument progressivement généralisé de la rationalisation de ces pratiques spécifiques que seraient les pratiques substantiellement « économiques », mais assure des fonctions réelles tout autres, qui tiennent bien plutôt à l'exercice de la domination. En effet, en dernier ressort, la cécité nécessaire de l'idéologie capitaliste quant à la possibilité même d'un décalage entre monétarisation de l'expression de la valeur et monétarisation de la prise de décision, quant au fait donc que la monétarisation de l'expression de la valeur n'est que la condition et non pas la cause de la monétarisation de la prise de décision, et une condition qui n'est que nécessaire et non pas suffisante⁹⁶,

95 Ainsi, au niveau de la cellule de base de l'organisation de la production et de la consommation, soit le foyer rural, la logique déterminante reste-t-elle celle de l'auto-consommation (d'où une poly-activité contradictoire avec une logique de spécialisation et division du travail), ce qui n'empêche nullement les ruraux de connaître précisément le prix de chacune de leurs productions, dans la mesure où ils en commercialisent les surplus.

96 Cette cécité ayant pris, dans l'historiographie médiévale, deux formes successives. L'historiographie traditionnelle insistait sur l'arriération de l'économie médiévale (fors quelques secteurs ou zones restreints, tels le grand commerce ou les cités italiennes ou flamandes), et tout particulièrement sur la faiblesse de la pénétration monétaire dans ces campagnes qui regroupaient la très grande majorité de la population, et où par voie de conséquence les décisions d'allocation des ressources restaient dominées par le respect d'une inefficace tradition. Au contraire, progressivement depuis les années 1990, dans le sillage notamment des thèses britanniques sur la *commercialisation*, on insiste à juste titre sur l'ampleur de l'usage monétaire (notamment parce qu'on a su reconnaître qu'il n'était pas lié à la circulation d'espèces, ce qui est lié à la découverte de l'importance des pratiques de crédit) – mais c'est généralement pour en déduire, chez les agents, des pratiques de

cette cécité tient en cela que l'adéquation même de ces deux termes est au principe et du mécanisme de la ponction propre au capitalisme, et d'une partie de la dynamique de

maximisation du profit si poussées qu'on finit par ne plus bien voir en quoi pourrait consister la différence entre un paysan du XVe siècle et un boursicotier du XXIe (un exemple parmi tant d'autres : S. OGILVIE, « Servage et marchés : l'univers économique des serfs de Bohême dans le domaine de Friedland (1583-1692) », *Histoire & Sociétés Rurales*, n° 14, Juillet 2000, p. 91-125). Il est curieux de constater que cette profonde transformation historiographique, si elle n'a eu en fait pour effet, dans la mesure où elle consistait en une simple inversion, qu'une remarquable permanence du discours idéologique fondamental (représenté par le lien établi entre degré de monétarisation de la valeur et des pratiques), s'est effectuée sous les auspices d'idéologies superficiellement contradictoires à la succession rapide ; si en effet la présentation misérabiliste du monde rural (dont la faible monétarisation était l'un des éléments constitutifs) était originellement « de gauche » (le sous-développement étant vu comme l'effet de l'oppression), elle finit par se transformer en motif d'un mépris « de droite » (parfaitement incarné par Emmanuel Le Roy Ladurie), le sous-développement n'étant plus compris que comme la conséquence de l'incurie paysanne ; par réaction se développa alors (avec notamment Giovanni Levi) un discours « gauchiste » sur l'*agency* paysanne, discours qui finit vite par être récupéré par l'idéologie dominante, qui créa un lien (inexistant chez Levi) entre autonomie paysanne et calcul capitaliste (parce que le « libre marché » est devenu la figure paradigmatique de la liberté), pour aboutir à une présentation néolibérale du monde rural de la fin du long Moyen Âge. À travers ses différents avatars politiquement motivés, l'ignorance du décalage entre monétarisation de la valeur et monétarisation des décisions d'allocation des ressources est donc restée identique, réalisée d'abord par le biais de l'ignorance d'une structure essentielle de la société seigneuriale (la monétarisation généralisée des valeurs) puis par celui de l'ignorance des fonctions propres de cette structure (grâce au placage sur celle-ci des fonctions qui sont les siennes dans le capitalisme) – l'ignorance quant aux composantes du système social a cédé le pas à l'ignorance relative à sa logique. L'historiographie n'avait d'autre choix, si elle voulait pouvoir reconnaître l'importance du degré de monétarisation de la valeur dans le système seigneurial sans renoncer à l'idéologie du couplage entre monétarisation de la valeur et monétarisation des pratiques, que de jeter le bébé avec l'eau du bain, la réalité de l'influence centrale de la valeur d'usage sur les décisions d'allocation des ressources, avec l'illusion d'une société non monétarisée.

cette ponction⁹⁷. En effet, la ponction capitaliste s'opérant comme survaleur, c'est-à-dire comme rapport entre deux valeurs d'échange, il est nécessaire à la fois que le plus grand nombre de biens voient leur valeur exprimée monétairement, *et* que les décisions relatives à ces biens se fassent en fonction de cette valeur d'échange et non de leur valeur d'usage⁹⁸; il est donc nécessaire que la valeur monétaire des biens soit concrètement mise en œuvre dans les décisions qui se rapportent à eux, afin par ce biais de créer de la survaleur par la confrontation de décisions relatives à la valeur d'échange de biens distincts. Qu'il y ait là une dimension fondamentale pour le capitalisme, et pour sa dynamique, se peut voir à travers deux exemples inverses, soit d'une part l'extension permanente que connaît la sphère de l'expression monétaire de la valeur, extension qui ne vise qu'à un élargissement du champ des décisions prises en fonction de la valeur d'échange des choses⁹⁹, et d'autre part la lutte farouche menée contre les pratiques qui

97 J'appelle ponction tout rapport social aconscient par le biais duquel un agent bénéficie du fruit de l'activité productive d'un autre, au détriment de ce dernier. La notion est identique à celle de surtravail.

98 À ces deux conditions concrètes s'en ajoute une troisième, d'ordre idéale elle, et qui pour être exact est en fait la condition de la seconde condition concrète. En effet, pour que les agents prennent leurs décisions en fonction de la valeur d'échange et non de la valeur d'usage, encore faut-il qu'ils soient persuadés que c'est là une manière plus efficiente d'organiser l'allocation des ressources : encore faut-il, donc, qu'ils soient persuadés que la mesure monétaire est la figure unique de la rationalité, ce dont ils ne sont jamais finalement si intimement convaincus que lorsqu'ils en arrivent à oublier la possibilité même d'une valeur autre que monétaire, que lorsqu'ils en arrivent à considérer comme dépourvues de valeur les valeurs non monétaires, sur le mode du « seul ce qui a un prix a une valeur ».

99 Une bonne illustration récente de ce phénomène est la création des « permis de polluer » négociés sur le « marché du CO₂ », où le prix du gaspillage de l'air que l'on respire n'a explicitement été inventé que pour que les agents orientent en fonction de lui leurs actions, prétendument pour les rendre « durables » mais en fait pour étendre le champ du profit en étendant le champ des objets dont il peut tirer partie.

utilisent en fonction de leur valeur d'usage des objets créés en fonction de leur valeur d'échange¹⁰⁰. Or c'est précisément ce lien entre monétarisation de l'expression de la valeur et monétarisation des décisions dont la monétarisation spécifique à la fin du long Moyen Âge vient montrer le caractère contingent ; par là se retrouve dévoilée la fonction de la valeur monétaire dans le système capitaliste, le fait qu'elle a pour objet de rendre possible la ponction mais de telle façon que celle-ci soit masquée (puisque le rapport entre les êtres qu'est la ponction se trouve transformé en rapport entre des valeurs d'échange), et c'est donc précisément ce masque qui tombe puisque le lien entre monétarisation de l'expression de la valeur et monétarisation des décisions n'apparaît plus comme nécessaire, mais comme socialement produit. La capacité de la monétarisation spécifique à la fin du long Moyen Âge à dévoiler un mécanisme fondamental de la logique capitaliste ne se borne par ailleurs pas à être négative, c'est-à-dire à montrer par le simple fait qu'elle existe le caractère contingent de la logique de la monétarisation capitaliste ; en effet, la monétarisation que j'appelle seigneuriale permet aussi bien directement de montrer que la monétarisation, derrière la diversité des formes sous lesquelles elle se réalise dans le féodalisme et dans le capitalisme,

100 On pensera ici aussi bien à ce qui est appelé « piratage » (et qui n'est que le partage d'objets dont le partage n'amointrit pas la valeur d'usage), qu'au logiciel libre, version légale de ce phénomène (mais néanmoins combattue, notamment par le biais des brevets logiciels), puisqu'il ne faut jamais oublier que les principaux contributeurs au développement des codes source sont rémunérés, c'est-à-dire ont réglé leur activité productive en fonction de sa valeur d'échange (pour une analyse des contributeurs au noyau Linux qui démontre la prédominance des employés de grandes multinationales : Kroah-Hartman (Greg), Corbet (Jonathan), McPherson (Amanda), « Linux Kernel Development (April 2008) : How Fast it is Going, Who is Doing It, What They are Doing, and Who is Sponsoring It » (<http://www.linuxfoundation.org/sites/main/files/publications/linuxkerneldevelopment.pdf>)).

identiquement a pour fonction d'assurer la ponction puisque, si dans le capitalisme la ponction passe par le rapport entre deux valeurs d'échange, par contre dans le système seigneurial elle naît de la confrontation d'une valeur d'usage et d'une valeur d'échange (plus exactement, d'une production effectuée comme valeur d'usage et d'une circulation réalisée en fonction de la valeur d'échange)¹⁰¹. Et c'est précisément ce nécessaire décalage dans le mode d'existence des objets (c'est-à-dire dans le type de valeur qui devait guider les décisions relatives à ces objets) qui permet de comprendre les caractéristiques propres de la monétarisation seigneuriale, soit le fait que tout avait une valeur monétaire, mais que celle-ci ne guidait qu'une partie des pratiques¹⁰².

On le voit, les caractéristiques spécifiques prises par la monétarisation dans le système seigneurial permettent, au delà de l'intérêt propre que présente leur compréhension, d'une part de renforcer les analyses relatives à un mécanisme fondamental du capitalisme, et d'autre part de les généraliser en hypothèses relatives aux fonctions de la monnaie qui soient valides pour une pluralité de systèmes sociaux ; par là, on atteint un degré réel de généralité, au rebours de cette fausse généralisation, idéologique, que représente la rétrojection des logiques propres au capitalisme sur des systèmes autres, rétrojection où

101 Si la production est effectuée comme valeur d'usage dans le cadre d'exploitations paysannes autoconsommatrices, néanmoins elle fait (pour partie) l'objet d'une circulation organisée en fonction de sa valeur d'échange, ce en raison de la contrainte du prélèvement seigneurial (soit parce que, prélèvement en argent, il oblige les tenanciers à vendre une partie de leur production, soit parce que, prélèvement en nature, il donne aux seigneurs le contrôle de stocks qu'ils commercialisent), prélèvement seigneurial qui, parce qu'ainsi il structure la circulation en fonction de la valeur d'échange, est en mesure de la faire fonctionner comme ponction en faveur des dominants.

102 Cf. pour tout ceci J. Demade, *Essai sur les modes de ponction féodaux. Du servitium aux transactions monétaires sur les denrées*, à paraître, 2e partie.

l'histoire se rabaisse au rang d'une téléologie à visée naturalisante, qui au déploiement progressif de l'Idée hégélienne substitue celui du profit capitaliste, dont la perfection même se prouve par la force des obstacles dont il a dû triompher. L'étude de la fin du long Moyen Âge présente donc, sous cet aspect de la monétarisation, un double avantage heuristique comparatif : elle permet, à propos d'une réalité essentielle, de dépendre la science sociale de l'idéologie de son milieu, et ce faisant lui rend possible une approche objective aussi bien de son propre milieu, que de ses autres objets. À cette utilité de nature intellectuelle, la référence faite en passant, au cours de l'analyse, à deux phénomènes contemporains (le réchauffement climatique, et le mouvement libriste), semble autoriser d'y adjoindre une utilité de nature politique. En effet, réfléchir sur le monde de la fin du long Moyen Âge, où les logiques de production, de distribution et de consommation ne sont pas essentiellement orientées en fonction de la valeur monétaire, ne manque pas de faire écho avec ce que nous commençons à voir réapparaître (sous des formes concrètes complètement différentes, celles de l'anti-économie du savoir), et avec ce dont nous avons de toute urgence besoin. Il n'est en effet désormais plus possible d'ignorer que l'omnipotence de la valeur monétaire sur nos décisions, le capitalisme donc, mène à la catastrophe, comme le montre la triple crise, financière, écologique et énergétique dont nous commençons à ressentir les conséquences, triple crise qui peut finalement se résumer à l'indispensable remise en cause radicale de la « croissance » monétairement comprise (soit la tendance caractéristique, et inévitable, du capitalisme, dont la reproduction ne peut s'opérer que comme reproduction élargie), croissance qui n'apparaît ainsi plus que comme un mécanisme de destruction de valeur non monétaire, et comme un mécanisme de destruction tout court (jusques et

y compris, à terme, de la valeur monétaire)¹⁰³. Mais il s'agit là plus que d'une vague analogie, dans la mesure où la monétarisation propre au système seigneurial montre qu'il est parfaitement possible de vivre dans un monde, tel que le nôtre, où toute valeur a tendanciellement une expression monétaire, et où pourtant cette valeur monétaire ne soit pas déterminante, où elle ne soit qu'un mode parmi d'autres d'expression de la valeur et donc de régulation des pratiques, parce qu'elle n'est correctement adaptée qu'à certaines d'entre elles ; s'il serait sans doute illusoire de supposer que la monétarisation de la valeur qui caractérise notre société pourrait (afin de mettre par là fin à la monétarisation des décisions) être effacée d'un trait de plume, ou même seulement considérablement restreinte dans ses champs d'application, l'exemple du système seigneurial montre que ce n'est pas forcément une condition nécessaire pour parvenir à déprendre nos pratiques de l'obsession monétaire, et qu'il est donc bien une voie de sortie possible, dont la monétarisation tardomédiévale indique la *forme* si elle n'en renseigne pas les modalités (qui ne peuvent bien sûr être celles du système seigneurial, ce qui ne serait ni possible ni, plus encore, souhaitable).

Verrait-on alors, après l'avoir chassée par la porte, revenir par la fenêtre la justification de l'histoire médiévale par son rapport avec le présent (sous la forme en l'occurrence de l'analogie) ? Non, car il serait très erroné, et prétentieux, d'imaginer que la réflexion sur le monde médiéval pourrait avoir une nécessité quelconque par

103 Sur l'ensemble de ces points, les formes de l'échec aussi bien que les signes de l'espoir, cf. Gorz (André), « La sortie du capitalisme a déjà commencé », in : A. GORZ, *Écologica*, Paris, Galilée, 2008 (Débats), p. 25-42. Pour une analyse rapide des effets pervers liés à la détermination des pratiques en fonction de la valeur monétaire, cf. Demade (Julien), « Mesurer la science pour mieux la soumettre – ou comment la ruiner », à paraître, annexe 3 (« Les effets de la mesure gestionnaire dans le monde économique : un modèle, vraiment ? »).

rapport à l'émergence d'un monde postcapitaliste : au mieux pourra-t-elle contribuer à un climat idéologique, à un réarmement intellectuel, mais en aucun cas cette réflexion spécifiquement ne sera nécessaire – contrairement à bien d'autres activités et réflexions directement entées sur le problème même – car jamais les solutions du futur ne naîtront de l'imitation du passé¹⁰⁴. Serait-ce alors à dire au

104 Au hasard des réflexions qui seraient ainsi nécessaires, parmi bien d'autres, et pour se limiter donc aux seules réflexions : l'analyse sociologique du fonctionnement concret, des modes de coordination, d'ordre sans autorité, de la production de logiciels libres et autres productions immatérielles collaboratives (par exemple Wikipédia) ; l'invention de nouveaux modèles de rétribution (« d'entretien » serait une expression plus pertinente) pour qui participe à la production (collaborative ou pas) de biens immatériels distribués librement (c'est-à-dire, entre autres, gratuitement) ; la mise au centre de la pensée économique de la question des externalités ; la réflexion sur les conditions et les obstacles à une généralisation aux biens matériels et aux services des nouveaux modes de production et distribution liés aux biens immatériels ; la critique de la confusion entre consommation et existence, de l'obsession de la consommation comme horizon unique de l'expérience humaine et condition nécessaire aussi bien que suffisante de l'épanouissement, et des mécanismes de propagande (publicitaire) responsables de cette confusion et de cette obsession ; la réflexion sur la notion d'autonomie sociale, sur son travestissement individualiste et le basculement de l'autonomie vers l'autarcie qu'il provoque, sur les conséquences qu'elle entraîne quant aux formes techniques à privilégier (réseaux acentrés comme peut par exemple l'être l'internet du pair-à-pair – ce qui pose la question des conditions de possibilité de la généralisation de ce type d'architecture à des réseaux actuellement organisés selon des principes antagoniques, tels les réseaux électriques basés sur l'énergie nucléaire, où par construction il est techniquement impossible au consommateur d'être en même temps producteur) ; la réflexion sur le travail, afin de le repenser dans son contenu et son organisation pour faire en sorte que le travail devienne fait pour l'homme, et non l'homme pour le travail ; etc. Loin de devoir ne prendre qu'une forme hautement abstraite, comme il pourrait sembler à leur énoncé, ces réflexions peuvent aussi bien prendre pour base de départ des formes très concrètes, qui non seulement présentent le mérite, parce qu'elles permettent de déboucher sur une application immédiate, sur une action, de montrer qu'en aucun cas ces réflexions nécessaires ne peuvent être considérées comme

contraire que, face à l'urgence vitale des transformations possibles qui se dessinent sous nos yeux, et précisément en raison de cette possibilité qui s'ouvre désormais devant nous, l'histoire médiévale serait aujourd'hui devenue chose futile (contrairement à hier, où elle n'avait à se mesurer ni à une telle urgence ni à une telle possibilité) ? Que donc, pour n'être pas dépourvue d'utilité politique en soi, celle-ci toutefois comparativement (parce qu'il ne s'agirait que d'une utilité et non d'une nécessité politique) ne ferait pas le poids, et se révélerait ainsi n'être qu'un leurre ? Il ne me semble pas, dans la mesure où précisément il s'agit de faire advenir un monde où l'inutilité aussi bien que la gratuité aient une valeur. On peut donc considérer que, par notre activité de médiévistes (si toutefois nous ne la mettons pas au service de la société actuelle en recherchant dans le *quibus* de celle-ci notre justification), nous sommes déjà un peu demain en acte.

Mais si l'étude du Moyen Âge n'est donc pas politiquement néfaste, en aucun cas elle ne peut exciper d'une suffisante utilité politique pour se justifier – et il ne reste donc plus, à nouveau, que la justification intellectuelle par les avantages comparatifs pour la science sociale. Encore faut-il bien s'entendre sur la nature de cette justification : si effectivement les spécificités de la société

d'arbitraires vaticinations irréalistes, mais qui par ailleurs permettent de relier entre eux les différents questionnements abstraits et par là de montrer que leurs enjeux ne peuvent jamais être que globaux, et que donc toute action partielle et parcellaire ne pourrait qu'être vouée à l'échec. Soit par exemple l'objet parfaitement concret, et à première vue aussi trivial que peu chargé d'enjeux transformationnels, qu'est cette forme d'activité aujourd'hui très largement disparue des sociétés occidentales (et par là même jugée indigne d'attention) : la réparation ; il est parfaitement loisible de montrer comment sa disparition est liée à un ensemble de caractéristiques fondamentales de nos sociétés, caractéristiques dont la suppression peut être jugée comme nécessaire voire essentielle, suppression pour laquelle précisément la pratique de la réparation constituerait un levier incontournable (cf. mon article à paraître sur le sujet).

féodale permettent seules d'éclairer certains des questionnements de la science sociale, si par exemple l'utilité intellectuelle d'ordre général que je vois à mon travail sur les logiques de production, circulation et distribution dans les sociétés rurales de la fin du Moyen Âge tient bien à la lumière qu'elles seules peuvent jeter sur les fonctions de la marchandise, en aucun cas toutefois ce n'est cela qui à l'origine a motivé mes recherches. En effet, cette utilité intellectuelle comparative ne s'est que progressivement dégagée et de l'évolution du monde dans lequel je vis ainsi que de l'analyse que j'en fais, et surtout de l'avancement même de ces recherches. C'est donc dire que, si l'on peut bien arguer d'une utilité intellectuelle de l'étude du Moyen Âge (aussi bien que de l'étude de n'importe quel objet présentant un avantage heuristique comparatif), cette utilité n'est jamais que la conséquence, et non la cause, de l'étude, parce qu'elle découle, sur le mode hasardeux de la *serendipity*, de son avancée même ; elle ne peut donc être constatée qu'*a posteriori*, mais jamais prévue *a priori*¹⁰⁵. Il est ainsi impossible d'en faire un critère discriminant entre les objets de recherche, l'avantage heuristique comparatif n'étant finalement jamais fonction que de ce que le chercheur saura dégager comme spécificités signifiantes de l'objet qu'il a fait sien, spécificités qui sont moins de l'objet que du regard porté sur lui par le chercheur¹⁰⁶. On se retrouve donc, finalement,

105 L'utilité heuristique comparative se comporte donc de la même manière que les applications pratiques d'une recherche fondamentale : elle est leur équivalent dans le domaine de la recherche fondamentale.

106 On pourrait objecter que l'avantage heuristique mis en avant par Joseph Morsel à propos du Moyen Âge relève lui bien de l'objet et non du regard porté sur ce dernier (contrairement à la problématique de la monétarisation, qui n'est pertinente que dans le cadre d'une analyse marxiste), mais ce serait ignorer d'une part qu'encore faut-il construire le Moyen Âge (ou plutôt le « long Moyen Âge » – ce qui permet de voir à quel point il s'agit d'une construction intellectuelle, et non d'un donné, puisque cette notion de long Moyen Âge n'est pas communément admise) comme

avec certes une utilité intellectuelle comparative de l'étude du Moyen Âge, mais qui ne justifie rien, parce qu'elle ne discrédite rien non plus, dans la mesure où elle ne peut être considérée comme acquise pour toujours puisqu'elle relève du regard et non de l'objet. Et certes l'on pourrait dire que la justification, pour n'être que temporaire, n'en serait pas moins suffisante (notamment pour orienter l'activité de recherche vers ce qui présente la plus grande utilité intellectuelle), puisqu'après tout c'est bien toujours *hic et nunc* que l'on mène une recherche, mais ce serait là ignorer que ce qui est à la fois le plus passionnant, et le plus utile, est bien l'utilité intellectuelle comparative qui n'a pas encore été décelée, parce qu'elle seule véritablement ouvrira de nouveaux horizons, et parce que rien ne permet de supposer que les utilités intellectuelles comparatives principales aient déjà toutes été décelées¹⁰⁷.

système social unique (ce qui là encore renvoie à une notion, celle de féodalisme, qui n'est pas la mieux partagée), et que d'autre part il faut être capable d'apercevoir qu'aucune des autres grandes civilisations historiques ne permet ainsi de saisir l'intégralité de son développement.

107 Et ce d'autant moins que, en histoire comme dans les autres disciplines scientifiques, les justifications auxquelles il est fait le plus fréquemment recours sont d'ordre exo-utilitariste (je veux dire par là qu'elles n'utilisent pas l'argument de l'utilité proprement intellectuelle).

Conclusion

Dépasser la question

Le rapport au présent, qu'il fût d'origine, d'analogie (dénies ou affirmées) ou d'altérité, ne peut jamais fournir le critère pertinent de la légitimation intellectuelle de l'étude du Moyen Âge, puisque la légitimité intellectuelle de celle-ci ne peut être recherchée, sinon trouvée, que dans des questionnements abstraits relatifs au fonctionnement social en général. Mais accepter cela signifie aussi nécessairement reconnaître que l'histoire médiévale ne peut exciper, pour justifier son étude, d'une utilité intellectuelle spécifique suffisante pour la légitimer. On pourrait être tenté d'en inférer qu'il serait donc inévitable, pour les médiévistes, de rechercher leur justification dans leur utilité sociale. Mais outre que celle-ci disparaît toujours plus – et c'est précisément cette disparition qui entraîne les questionnements tels que celui poursuivi ici – et qu'il serait donc d'une insigne maladresse tactique de se rabattre sur elle, plus fondamentalement c'est tout au contraire cette perte même d'utilité sociale qui est pour l'étude de l'histoire médiévale une chance, puisqu'elle en signifie la désidéologisation – l'utilité sociale de l'histoire médiévale n'ayant jamais résidé que dans sa place dans les mécanismes idéologiques de reproduction de notre société. Mais alors on se retrouve nécessairement confronté à ce paradoxe (qui n'en est d'ailleurs un que pour les médiévistes) que l'histoire médiévale, n'ayant ni utilité intellectuelle suffisante, ni utilité sociale désirable, paraît dépourvue de toute légitimité.

Pour comprendre pleinement les implications d'un tel constat, il est impératif de se rendre compte qu'il pourrait aussi bien être énoncé à propos de toutes les

disciplines scientifiques, dont l'utilité intellectuelle spécifique ne peut servir de légitimation suffisante puisqu'elle ne peut jamais être établie qu'*a posteriori*, et dont l'utilité sociale n'est jamais désirable puisqu'elle ne sert qu'à conforter la reproduction d'un système non viable¹⁰⁸. S'aperçoit de ce fait que le problème posé à propos de l'histoire médiévale ne peut trouver sa réponse tel qu'il est ainsi formulé spécifiquement, puisqu'il vaut d'identique manière pour un ensemble bien plus vaste de domaines ; mais ainsi s'aperçoit aussi que, même une fois opéré ce nécessaire élargissement, la question de l'utilité (non spécifique, donc) susceptible de justifier l'étude ne débouche jamais que sur un paradoxe, puisque l'étude paraît finalement toujours dépourvue de légitimité. Il convient alors de se demander si ce n'est pas la façon même de poser le problème qui fait problème, se demander donc si la question de la légitimation par l'utilité est pertinente. Mais là encore, c'est un nouvel élargissement de la problématique qui s'avère nécessaire, puisqu'une telle interrogation est loin de valoir seulement pour la légitimité de l'étude (de quoi que ce fût) et peut potentiellement s'appliquer à n'importe quel type d'activité.

Ce qu'il faudrait donc, finalement, interroger, est la raison pour laquelle nous rabattons si automatiquement la question de la justification sur celle de l'utilité : la raison pour laquelle nous ne voyons de justification que dans l'utilité, tant et si bien que nous ne sommes plus réellement capables de distinguer ces deux ordres de fait. Il conviendrait donc de se demander d'une part si des justifications autres que l'utilité sont susceptibles d'être pertinentes, et d'autre part de remettre en question la capacité justificatrice de l'utilité ; de disjoindre, donc, utilité et justification, non seulement en faisant de la

108 On pourra ici penser aussi bien, par exemple, à la sociologie, utilisée comme technique de contrôle social, qu'à la physique, à qui le capitalisme fait enfanter des chimères telles que l'énergie atomique ou les nanotechnologies.

justification un ensemble plus grand que ne l'est l'utilité, mais aussi en faisant de l'utilité un ensemble qui n'est pas intégralement compris dans cet ensemble plus grand que serait la justification. Finalement, il s'agirait de se poser rien moins que ces questions, qui dans notre société sont de l'ordre du tabou : Pourquoi notre activité devrait-elle être utile ? Pourquoi dire d'une activité qu'elle est utile est-il supposé aussi nécessaire que suffisant pour la justifier ? Quelles valeurs autres que l'utilité pourraient-elles lui être substituées, ou plutôt quelles valeurs autres que l'utilité pourraient-elles être mobilisées pour réellement fonder le *sens* de notre activité ? Il convient, donc, en quelque sorte, de sommer l'évidence (de l'identité entre utilité et justification) de rendre compte d'elle-même, parce que l'évidence n'est jamais ce pour quoi elle se donne, mais toujours une construction sociale, en tant que telle questionnable parce que contingente.

Et c'est précisément parce que dans notre société de telles questions représentent l'impensé même qu'elles sont particulièrement bonnes à penser, et essentielles à résoudre, puisqu'elles représentent une *ouverture* possible vers un monde radicalement autre. Leur résolution ne peut toutefois s'envisager qu'à condition d'éviter au moins le piège le plus immédiat, qui serait de tomber dans un anti-utilitarisme qui, n'étant que la figure inversée de l'utilitarisme, n'en serait finalement que le rejeton, qui non seulement en conserverait les logiques fondamentales (puisque'il ne ferait que les retourner) mais qui surtout ne parviendrait jamais à être aussi convaincant que ce dont il ne serait que l'arbitraire épigone. S'il est certes absolument nécessaire de critiquer l'utilitarisme, ce ne peut être que pour mieux pouvoir le dépasser, c'est-à-dire non pas l'annihiler mais en faire une catégorie secondaire, une caractéristique dépourvue d'importance et dont il n'est donc nul besoin de dénier l'existence ni la pertinence, pourvu qu'elles se limitent à cet horizon marginal. Et, s'il faut nommer ce qui pourrait ainsi remplacer l'utilité comme

guide de notre activité, on pourrait l'appeler le *libre jeu des facultés*, désaliénation de notre activité désormais mue par un principe de plaisir dépouillant de sa pertinence la question même de la justification. Ainsi n'est-il finalement possible de répondre à la question « Pourquoi étudier l'histoire du Moyen Âge? » qu'en passant à tout autre chose: à un tout autre niveau de généralité, mais aussi à un horizon où et la question même du pourquoi, et la spécification d'une activité particulière, cessent de faire sens, ou plutôt, plus encore, empêchent l'atteinte du sens.